

مراسلات

نشرة معهد البحوث المغاربية المعاصرة

C orrespondances

Bulletin d'information scientifique

Logiques des acteurs sociaux et système de santé en Algérie

Mohamed MEBTOUL

N 75

2004

Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970

Laure PITTI



INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE MAGHREB CONTEMPORAIN

معهد البحوث المغاربية المعاصرة

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Pierre Robert BADUEL

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Vanessa LITMANOWICZ

RÉDACTION

Haoua AMEUR-ZAÏM CHE
Jean-Luc ARNAUD
Nada AUZARY-SCHMATZ
Kmar BENDANA
Karim BEN KAHLA
Katia BOISSEVAIN
Hassen BOUBAKRI
Nadir BOUMAZA
Delphine ÉVALLO
Mathieu COULON
Mohamed ELLOUMI
Sawssen FRAY
Clementine GUTRON
Abdelhamid HNIA
Mohamed KERROU
Mihoub MEZOUAGHI
Anne-Marie PLANEL
Patrick POLLET
Ali REBHI

CONCEPTION & MISE EN PAGE
Besma OURAIED

DIFFUSION
Hayet NACCACHE

INSTITUT DE RECHERCHE
SUR LE MAGHREB CONTEMPORAIN
IRMC-FRE 2548 CNRS
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville - 1002 TUNIS
T01 : (216) 71 79 67 22
Fax : (216) 71 79 73 76
<http://www.irmcmaghreb.org>
@ :
correspondances@irmcmaghreb.org
Site du CNRS : www.cnrs.fr

Avec la participation du
CENTRE JACQUES-BERQUE
POUR LES ETUDES EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES
35, avenue Tariq Ibn Ziyad
10000 Rabat-Maroc
T01 : (212) 37 76 96 91/92
Fax : (212) 37 76 96 85

Le bulletin Correspondances
est publié par l'IRMC.
Il est distribué par voie postale et
disponible sur le site internet de
l'IRMC
au format pdf.

Cette publication ne peut être
vendue.
Abonnement sur demande
3500 ex. Groupe C0rEs

Jean-Philippe Bras a quitté l'IRMC le 31 août 2003 et repris son poste de professeur de droit à l'Université de Rouen. Il a dirigé l'Institut pendant six ans, de septembre 1997 à août 2003. Pendant cette période, l'IRMC a connu d'importants développements : les chercheurs et boursiers de longue durée et les programmes de recherches qu'ils ont animés se sont fortement renouvelés, avec à la clé de nombreuses publications et plusieurs soutenance de thèses. Le partenariat avec les institutions tunisiennes et maghrébines tant dans le domaine de la formation doctorale (avec l'Université de Tunis et avec l'Université d'Alger notamment) que dans le domaine de la recherche (avec plus récemment une ouverture vers la Libye) s'est étendu et densifié. La coopération avec les universités, laboratoires et réseaux de recherche français (EHESS, IREMAM, URBAMA, EMMA, ...) a permis la réalisation d'opérations communes de recherche ou de formation à la recherche. L'opportunité d'une association avec le CNRS rendue possible par la réforme des centres français de l'étranger a été saisie, l'Institut s'enrichissant alors de chercheurs et ingénieurs issus de ce grand organisme. Le bilan est considérable et les hommages nombreux rendus à Jean-Philippe Bras au terme de son séjour tant du côté tunisien et maghrébin que du côté français ainsi que par l'ensemble des membres de l'IRMC ont marqué la reconnaissance à son égard de la communauté scientifique. Je m'associe à cet hommage unanime et l'assure de la cordiale fidélité de toute l'équipe.

D'autres mouvements de personnes sont intervenus à l'IRMC à partir de la rentrée universitaire 2003-2004. Olivier Pliez, chargé de recherche au CNRS, après une année passée à l'IRMC, a pris la responsabilité de l'Observatoire urbain du CEDEJ au Caire à partir de septembre 2003. Katia Boissevain, après avoir soutenu brillamment sa thèse d'anthropologie en juillet 2003, a troqué son statut de boursière pour celui de chercheuse à partir de septembre 2003. Clémentine Gutron, doctorante en histoire à l'EHESS, a rejoint l'Institut comme boursière à la même date. A Laurent Montgobert qui pendant deux ans a assumé la responsabilité de *Correspondances* et du site internet du laboratoire a succédé Vanessa Litmanowicz, et à Hélène Chauve, chargée de la gestion graphique, Mathieu Coulon à partir d'octobre 2003. Deux derniers recrutements sont intervenus en janvier 2004 : pour la bibliothèque, Sawssen Fray en remplacement de Latifa Limam, partie en France achever une thèse de bibliothéconomie, et Raja Hamdia-Chaaba sur le poste de gestionnaire. Pour ma

part, après avoir été de 1979 à 1997 chercheur à l'IREMAM, de 1984 à 1999 directeur la *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, de 1996 à 2001 président l'Association Française pour l'étude du monde arabe et musulman (AFEMAM), et de 1998 à 2003 directeur d'URBAMA, j'ai rejoint la direction de l'IRMC en septembre 2003, après un premier et ancien séjour tunisien (1969-1979).

Une réflexion collective sur *Correspondances* a été engagée depuis la rentrée universitaire 2003-2004. *Correspondances* a constitué pendant une décennie un excellent organe de diffusion des recherches et des activités de l'IRMC. Mais la création de sites internet par les laboratoires permet désormais une diffusion de l'information incomparablement plus efficace et plus rapide qu'un bulletin trimestriel. Le statut éditorial du bulletin n'en fait pas à proprement parler une revue et les articles qui y paraissent ne sont pas évaluables dans un CV de chercheur comme des articles de périodiques à comité scientifique. L'association avec le CNRS crée des exigences d'évaluation supplémentaires. Le coût annuel de la publication est supérieur au coût d'édition (et de diffusion) d'un ouvrage, sans apporter les mêmes avantages de reconnaissance scientifique. Enfin la mise en ligne de la quasi totalité de la collection double de fait l'édition sur papier.

Tous ces éléments de réflexion conduisent à programmer le remplacement de *Correspondances* par une publication qui obéira aux canons d'une production scientifique à part entière. Cette publication interne de l'IRMC sera dotée d'un Comité scientifique international. Les contributions qui la composeront seront pour l'essentiel commandées par l'équipe rédactionnelle. Pour le premier semestre 2004, afin de donner une vue d'ensemble des recherches conduites à l'IRMC pendant ses dix premières années, une première livraison de cette nouvelle formule éditoriale constituera, sous la coordination d'Anne-Marie Planel, un florilège des travaux publiés par les chercheurs et boursiers en place à l'IRMC de 1992 à 2003.

En parallèle, la mission d'information du site internet de l'IRMC sur la vie courante de l'Institut et de la communauté scientifique sera bien évidemment renforcée.

La présente livraison de *Correspondances* constitue ainsi le 75^e et dernier numéro de la série. Que tou(te)s celles et ceux qui ont participé à celle-ci, en premier Besma Ouraied et Hayet Naccache, soient sincèrement remerciés pour cette œuvre collective.

Pierre Robert BADUEL

Logiques des acteurs sociaux et système de santé en Algérie

Mohamed MEBTOUL

Enseignant-chercheur au département de sociologie, faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran et directeur de laboratoire de recherche en anthropologie de la Santé. Le texte ci-après est l'exposé présenté à sa soutenance de thèse de doctorat d'Etat en sociologie, ayant pour titre : « Logiques d'acteurs et système de santé en Algérie ». Elle a été soutenue le 28 septembre 2003 à Oran.

Mon parcours de recherche est indissociable d'une sociologie des acteurs sociaux. Depuis mes recherches sur le travail ouvrier dans l'entreprise publique industrielle (Mebtoul, 1986), il me semblait difficile de sous-estimer le poids des acteurs sociaux sur la scène sociale. L'ouvrier, le patient, les professionnels de la santé représentent des mondes sociaux pertinents qu'il est possible de comprendre et d'analyser à partir des milles et une paroles, des pratiques quotidiennes et des relations sociales qu'ils déploient dans leurs espaces sociaux respectifs. S'attacher à une posture de recherche qui tente de privilégier les logiques des acteurs sociaux, en relativisant le « système social » abstrait et déterminant en dernière instance, ne semble pas toujours évident ; particulièrement quand la société algérienne a été appréhendée de façon dominante comme une « chose » réifiée à l'extrême. Il faut alors évoquer les raisons de la primauté accordée à une approche holiste qui occulte la personne, refoule son agir au quotidien en mettant en scène un sujet collectif omnipotent qui ne pouvait dire ou faire dans la différence.

Il faut rappeler l'hégémonie du politique dans la régulation de la société. Toute transformation sociale ne pouvait s'opérer que par le haut et de façon volontariste. L'Université n'a pas échappé à une logique d'intégration forcée. A partir de 1971, le pouvoir a tenté de la « professionnaliser ». Il lui impose un seul objectif : se

consacrer uniquement à la formation des cadres du développement. Dans ce contexte, la recherche en sciences sociales a investi de façon générale les thématiques propres à l'Etat (révolution agraire, gestion « socialiste » des entreprises, etc.) , oscillant entre la critique et l'apologie. Elle était largement dominée par la sociologie du « développement » nourrie par un marxisme bien souvent appauvri devant au plus conforter les théories développementalistes. Le conformisme intellectuel, les schémas codés formulés souvent dans une logique spéculative, m'ont progressivement conduit à mobiliser une autre perspective de recherche qui tente de redonner sens aux logiques et aux pratiques sociales des agents, enfouies et oubliées dans une société sous-analysée, pour reprendre le terme de Jacques Berque.

Cette posture de recherche me semblait aussi impérative face à la pesanteur d'un moralisme idéologique considérant uniquement la société dans sa face instrumentale, mécanique, réduite à formuler des demandes sociales à un Etat protecteur et autoritaire qui devait un jour assurer le « bonheur de tous ». A ce titre, l'ouvrier, l'ingénieur, le médecin, l'universitaire étaient identifiés à des positivistes. Ils avaient le statut de missionnaires chargés de réaliser le passage d'une société encore « rurale » et « obscurantiste » à une société « moderne ». Le fonctionnement relativement autonome des espaces socioprofessionnels était inconcevable dans une société traquée par le déploiement d'un encadrement politico-administratif, même dans les actes de travail les plus quotidiens (cellules du parti unique au sein des institutions). Les stratégies des acteurs sociaux devaient s'effacer au profit de la seule logique d'intégration qui signifiait la non-reconnaissance explicite des conflits sociaux. Il faudra attendre la décennie 1990 pour que la grève soit légalisée.

Je dois enfin avouer mon scepticisme à l'égard d'une sociologie prophétique. Ma trajectoire sociale, mon expérience professionnelle dans l'industrie, ma formation doctorale à l'Université d'Aix-en Provence, ont été importants dans l'orientation mes recherches centrées sur

la tentative d'investir progressivement des objets au quotidien. Je souhaitai donner sens aux rapports sociaux concrets qui se déploient dans les différents espaces sociaux (usine, formation sanitaire, famille). Leur compréhension ne pouvait être envisagée qu'en privilégiant une démarche microsociale focalisée sur les logiques d'interprétation et d'action des acteurs sociaux¹. La « confrontation » aux Autres, à l'origine de formes sociales multiples, me permettait de caractériser la notion d'acteur social. Les ruptures observées entre d'une part le fonctionnement du système de travail « officiel » centralisé et bureaucratique imposé dans les espaces professionnels (entreprises et structures de soins) et d'autre part l'épaisseur des pratiques sociales et des situations quotidiennes retravaillées par les acteurs sociaux, me semblaient essentielles à restituer et à analyser.

J'ai donc tenté de mettre en scène « la voix méconnue du réel » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Girard (2002), qui est celle du patient et des professionnels de la santé. J'insiste sur les tensions, les contraintes, les attentes et les stratégies de ces acteurs sociaux, qui semblent redessiner des formes sociales éparpillées et diversifiées. J'emprunte la notion de forme sociale à Simmel (1991) qui montre que « *ni la société, ni l'individu ne sont réels que par implication réciproque* ».

LA SANTÉ COMME PRODUCTION SOCIALE

Mes recherches participent d'un seul et même objectif : comprendre et analyser les façons de faire et de dire des acteurs sociaux, selon l'expression de De Certeau (1980). Il me semblait en effet difficile de sous-estimer le « jeu de langage » ordinaire évoqué par Wittgenstein (1961) qui leur permet de caractériser leurs activités quotidiennes, de justifier les multiples logiques de transgression et de contournement des prescriptions au cœur du fonctionnement officiel de l'espace de travail (Peneff, 1992). En mobilisant les champs scientifiques de la sociologie du quotidien, de l'anthropologie de la santé et de la sociologie des professions, j'étais conduit à mettre en œuvre une « anthropologisation de la sociologie » (Balandier, 1983), qui a pour valeur heuristique de rendre compte des significations attribuées par les acteurs sociaux à la santé, à la maladie, au travail et à la médecine qui dépassent en réalité les seuls référents techniques ou médicaux, pour nous évoquer de façon plus complexe leur vie quotidienne.

Le champ de la sociologie du quotidien a représenté une première piste stimulante qui me montrait la complexité des pratiques sociales mises en œuvre par les acteurs sociaux. Les travaux précurseurs de Henri Lefebvre (1958) sur « la critique de la vie quotidienne » ont été importants durant mon cursus universitaire parce qu'ils revisitaient de façon plus fine le marxisme. Ils montraient de façon dialectique les bienfaits de

l'électroménager pour la réalisation du travail domestique, tout en étant producteur d'aliénation à l'égard de l'idéologie de consommation aux U.S.A.

Les travaux les plus récents dans le champ de la sociologie du quotidien (Balandier, 1983 ; De Certeau, 1980 ; Javeau, 1991) m'ont convaincu des limites du déterminisme qui efface de façon souvent abstraite et distante du réel, les personnes qui tentent « *bon gré, malgré de se réaliser* » selon l'expression de Henri Lefebvre. A ce titre, les questions sociosanitaires peuvent représenter une contribution à la sociologie de la vie quotidienne en insistant moins sur la santé comme un état qui imposerait de façon mécanique ses normes sociales aux acteurs sociaux, mais comme un processus plus complexe qui révèle tout le travail sanitaire profane (Cresson, 1995) assuré par les femmes, les multiples façons d'interpréter le mal par le patient et sa famille, l'errance thérapeutique des patients démunis de capital relationnel, etc.

La notion de santé met en scène des dynamiques sociales à l'œuvre dans les espaces professionnels et domestiques. La recherche « femmes et santé » (Mehtoul, 1996) tente de montrer que la santé pour les femmes est interprétée essentiellement à partir de leur volonté de s'accrocher au statut de mère dans le but de réduire les tensions et les conflits avec ses enfants, son mari, sa belle-mère et la société. La sociologie du quotidien permet en outre d'appréhender de façon plus fine le fonctionnement des espaces sanitaires. Mes observations des actes de soins au quotidien dans les structures de santé, me montraient l'importance des tensions et des affrontements face à l'absence de l'objet technique ou de l'agent au moment d'assurer une tâche donnée, conduisant à une logique de « victimisation » déployées par les professionnels de la santé face aux multiples incertitudes au cœur de l'activité sociosanitaire (Mehtoul, 1993).

En souscrivant à une sociologie du quotidien, j'étais conduit à la prudence et au doute face aux « belles » constructions et réformes globales menées par le haut concernant le système de santé. Les transformations promises par les organismes internationaux (OMS, Banque Mondiale, etc.) dans le domaine de la santé, peuvent être identifiées comme des greffes qui n'ont pas permis de répondre concrètement aux attentes des populations des pays du Sud (les soins de santé primaire idéalisant à l'extrême la notion fictive de communauté en 1978 ; la conférence de Bamako prônant le recouvrement des coûts par les patients en 1986 et aujourd'hui, la Banque Mondiale décrète la « bonne » gouvernance dans le domaine de la santé en direction des sociétés africaines).

LA CONSTRUCTION SOCIALE DE LA MALADIE

Il m'a en outre semblé essentiel d'investir activement le champ de l'anthropologie de la santé. Je retiens des travaux précurseurs de Augé et de Herzlich (1984),

l'importance de la dimension sociale de la maladie. Elle ressort de façon explicite dans mes recherches auprès des patients. La maladie est indissociable des pratiques et des représentations sociales à l'œuvre dans la société, même quand il s'agissait de pathologies bénignes. Face à la maladie, le patient et sa famille sont conduits à devenir des acteurs sociaux, en la nommant, en l'identifiant, en l'interprétant et en recourant aux différentes offres thérapeutiques qui existent dans la société. Les récits des patients me montraient bien que la maladie, la souffrance, la guérison recouvraient un sens plus riche, plus complexe que celui prôné par la logique médicale. Le refus de considérer la maladie en soi, en insistant sur son usage social et politique, est bien au centre de l'anthropologie africaniste de la santé qui a nourri mes recherches. On peut rappeler les trois approches mobilisées par l'anthropologie de la santé, qui vont enrichir les premiers travaux sur le sens du mal (Augé, Herzlich, 1984 ; Fainzang, 1989).

Ces trois approches ont pour point commun d'ouvrir des brèches dans le champ clos de l'anthropologie médicale en s'appuyant d'une part sur les catégories du politique, du champ thérapeutique et de légitimation pour comprendre la maladie comme rapports de pouvoir qui sont source d'inégalités sociales dans sa gestion et sa prise en charge. (Fassin, 1992 ; Lyola, 1993). D'autre part, la maladie et la médecine ont pu être appréhendées à partir de l'organisation du système de santé considéré comme un système politique (Hours, 1985 ; 1999). Enfin, une approche qui se focalise sur les interactions entre les patients et les médecins en partant de leurs représentations et de leurs pratiques (Jaffré, De Sardan, 2003).

Ces trois perspectives de recherche, même dans leur différence, ont incontestablement permis d'élargir et d'enrichir le champ de la réflexion sur la maladie et la médecine, d'autoriser la rencontre entre la sociologie et l'anthropologie, de montrer clairement la non-autonomie de la maladie et de la santé qui viennent s'imbriquer dans le politique et le social. Dans ce débat scientifique sur les questions sociosanitaires, la sociologie interactionniste (Strauss, 1992) ne peut pas non plus être sous-estimée. Elle a marquée en France de nombreux travaux importants sur la médecine et la maladie (Baszanger, 1995). Elle a permis de montrer la complexité et la richesse des trajectoires de la maladie, en insistant particulièrement sur le fait important que le patient-acteur est partie prenante du travail médical, particulièrement face aux maladies chroniques. Elle opère enfin une rupture avec le paradigme fonctionnaliste qui réduit le patient au statut de déviant où son rôle social consiste strictement de se conformer à la médecine qui aurait pour fonction d'assurer la cohésion de la société (Parsons).

Mes recherches auprès des patients et des familles menées dans l'espace domestique, insistent sur trois aspects importants :

- Je fais référence à la notion de réseaux de significations (Massé, 1995) construits par les patients et leur familles pour interpréter la maladie. Leur traduction

montre que celle-ci est au cœur d'une dynamique sociale qui ne se réduit pas à sa dimension organique (disease en anglais), mettant en exergue les contraintes sociales (argent, chômage des enfants, etc.), la charge de travail physique et mentale assurée par les femmes, la prégnance des rapports avec le réseau familial et de voisinage dans l'interprétation du mal et le choix d'une offre thérapeutique. Enfin, les multiples malentendus (Franco La Cecla, 2002) appréhendés moins comme une possible rencontre que par la confrontation sourde des patients anonymes avec les institutions publiques de santé, indiquent par exemple que la longue attente, la qualité des soins centrée sur l'accueil, la propreté des lieux, les notions d'urgence, de dignité sanitaire, le souhait d'être suivi par le même médecin, ne semblent pas toujours perçus de la même façon par les malades et les responsables sanitaires.

- Ce réseau de significations est essentiel pour comprendre la multiplicité et l'hétérogénéité des recours thérapeutiques. Je tente de montrer la complexité du processus décisionnel dans le choix d'une offre thérapeutique donnée. Il conjugue trois éléments essentiels : les représentations de la maladie (hiérarchie profane de la gravité), l'importance des rapports de pouvoir dans l'espace domestique, mettant en scène le rôle important de la belle-mère et du mari dans la prise de décision, même si tout le travail sanitaire profane est assuré par le père de l'enfant malade. Enfin, les contraintes liées au transport, à la proximité ou à l'éloignement de la formation sanitaire, à la disponibilité ou non de l'argent, aux jugements portés par les proches parents du patient sur le fonctionnement des structures de soins, représentent une autre dimension importante au cœur du processus de décisionnel complexe qui se traduit par l'errance thérapeutique des patients.

- La notion de production de santé (Cresson, 1995) m'a semblé pertinente parce qu'elle permet de rendre compte du travail sanitaire invisible, peu reconnu et non rémunéré, assuré par les femmes dans les espaces domestiques et sanitaires (hôpitaux). Mes recherches dans ces deux espaces sociaux, montrent que la division sexuelle du travail n'est pas propre à l'espace domestique. Elle se poursuit à l'hôpital. Elle s'inscrit donc dans la continuité et non dans la rupture, dévoilant sa « présence » au sein même de l'espace public de soins. Pour faire face aux multiples dysfonctionnements de l'hôpital, les proches parents, et notamment la « garde-malade », sont contraints d'investir activement l'hôpital, de réaliser un ensemble de tâches sanitaires (le travail de nursing, de soutien affectif et matériel, de médiation auprès des professionnels de la santé à propos de la prise de médicament, de la sortie du malade, etc.). Les responsables de l'hôpital peuvent ainsi capter gratuitement les ressources déployées en particulier par les femmes au profit de l'un de ses proches parents, de la structure de soins et de la société.

LES RUPTURES DANS LE CHAMP MÉDICAL

Mes recherches m'ont enfin conduit à mobiliser le champ de la sociologie des professions, dont il faut rappeler les travaux précurseurs de Freidson (1984) sur la profession médicale. Ce champ de la sociologie de la profession m'a semblé pertinent parce qu'il interroge moins la profession en soi, l'enfermant dans ses seuls critères techniques ou scientifiques, qu'en référence aux situations quotidiennes et aux relations qu'elle permet d'instaurer avec les autres acteurs de la santé. Autrement dit, la compréhension de la profession médicale, ne peut se limiter à reproduire à l'identique des caractéristiques supposées universelles, oubliant d'intégrer dans l'analyse, sa place dans la société et ses rapports avec les différents pouvoirs. M'appuyant sur mes enquêtes, j'étais progressivement conduit à interroger et à déconstruire le mode de caractérisation de la profession médicale dans les pays du Nord. Dans ces sociétés, la profession médicale semble en effet indissociable des notions d'autonomie professionnelle, de conquête d'un territoire propre, d'un savoir de haut niveau. Dans ce contexte socioprofessionnel, les médecins ou leurs représentants sont détenteurs de pouvoirs importants, leur permettant de négocier les règles de fonctionnement de la profession médicale (Freidson, 1984).

En analysant la profession médicale, à partir des sens que les médecins algériens attribuent à leur pratique professionnelle, j'étais confronté à d'autres formes sociales éclatées et fragiles qui me montraient que la profession médicale pouvait difficilement être comprise à partir des notions évoquées précédemment et qui dominant le champ de la sociologie de la profession (Dubar, Tripier, 1998). Dans mes recherches, le territoire socialement banalisé, sans bornages, se traduisant par l'absence de toute intimité au cours de la consultation, se substituait à un territoire professionnel propre permettant de mettre en œuvre un savoir de haut niveau. L'autonomie professionnelle évoquée comme le critère majeur pour caractériser la profession médicale, est en permanence l'objet d'un détournement de sens par rapport au modèle professionnel appris et rêvé par les médecins au cours de leur formation. Ici la profession médicale est dominée par des ruptures, des discontinuités techniques et sociopolitiques. Ces ruptures montrent bien le peu d'autonomie du champ médical qui s'est au contraire constitué par la médiation du politique.

Plus précisément, mes recherches auprès des médecins indiquent une triple rupture : rupture entre leur imaginaire médical et la réalité sociosanitaire (pénurie, reproduction à l'identique d'un savoir très peu actualisé, etc.), rupture entre leurs attentes socioprofessionnelles (réussite sociale et professionnelle) et le déclassement de leur statut et enfin rupture entre les « bons » patients « coopératifs » et acculturés au savoir médical et les patients de conditions sociales et culturelles modestes qui ne se « conformeraient » pas selon les médecins à la

norme médicale. Les effets pervers de cette triple rupture sont importants. Ils peuvent être repérés dans la dislocation des liens entre une majorité de médecins et « leur » institution de santé (hôpital) à l'origine de leur formation et de la construction de leur identité professionnelle. Il me semble alors possible d'évoquer la notion de « désaffiliation » (Castel, Haroche, 2001) qui décrit ici : « *des situations de décrochage. Cela signifie que les individus ne sont plus inscrits dans des régulations collectives qu'ils ont perdu de leurs assises et de leurs supports...* ».

CONCLUSION

Dans ces conditions socioprofessionnelles qui relèvent parfois de l'anomie, la fragilité du système professionnel contribue à accentuer la segmentation selon les statuts et les générations de médecins, dévoilant des mondes sociaux de praticiens, diversifiés et hiérarchisés (médecins-chômeurs, médecins généralistes isolés exerçant dans les structures « périphériques », spécialistes de l'hôpital frustrés face à la pénurie, qui aspirent pour une majorité d'entre eux, à exercer en pratique libérale et enfin les spécialistes du secteur privé, représentant 51 % de ce groupe professionnel, ont aujourd'hui acquis une position sociale privilégiée dans le champ médical). D'autant plus que le fonctionnement du secteur étatique des soins nourrit et renforce celui du privé des soins, notamment les cliniques privées qui peuvent capter aisément les spécialistes qui exercent notamment dans les segments professionnels que sont la chirurgie et la gynécologie. Dans ce système professionnel éclaté qui caractérise les structures étatiques de soins, les stratégies individuelles de reclassement des médecins représentent pour une majorité d'entre eux, la seule alternative pour donner un autre sens à leurs activités professionnelles. Elle se multiplie en direction du secteur privé des soins, des organismes internationaux (O.M.S., UNICEF, etc.) mais aussi de l'espace politico-administratif qui intègrent des spécialistes expérimentés, assurant désormais moins la fonction « d'entrepreneur moral » (Freidson, 1984), que celle de producteur de règles et de normes dans le champ de la santé.

Les travaux sur la profession médicale en Afrique mettent en exergue de façon générale, son profond déclassement social dans les structures publiques de santé. Au Burkina Faso, Gobatto (1998) montre à partir d'une approche focalisée sur les pratiques socio-professionnelles, que les médecins sont toujours à la quête au niveau social, du monopole de leur territoire qu'ils ont acquis au niveau légal, ayant très peu de pouvoir pour modifier les règles du jeu institutionnel. En Egypte, Chiffolleau (1997), en privilégiant une perspective de recherche sociohistorique, observe que la profession médicale pourtant constituée bien avant la période coloniale selon un processus endogène et volontariste, est aujourd'hui traversée par un double processus caractérisé par un déclassement de la

pratique médicale dans le secteur étatique de des soins et une tentative des pouvoirs publics d'assurer son contrôle et sa « requalification » sous la pression de la Banque Mondiale et d'autres organismes internationaux.

NOTES

1. Mes enquêtes de terrain s'appuient essentiellement sur une approche qualitative (entretiens semi-directifs et observations approfondies). Durant la période 1986-2002, six enquêtes de longue durée ont été menées dans quatre régions : Oran, Aïn-Taya (Alger), Tizirt (Tizi-Ouzou) et Tlemcen. Une première recherche (1986) m'a permis d'investir pendant 6 mois le dispensaire du quartier populaire d'El-Hamri (Oran), ayant eu la possibilité d'observer les consultations dans un espace sanitaire banalisé. L'objectif était d'analyser les rapports sociaux concrets entre le personnel de santé et les patients. En 1989, une enquête portant sur la diarrhée infantile et ses traitements, a été menée dans deux quartiers d'Oran (Ibn-Sina et Delmonte) auprès du personnel de santé et des familles à domicile. Elle s'est appuyée sur cinquante entretiens et des observations fines des pratiques sanitaires déployées par les mères face à la diarrhée de leur enfant. Une troisième recherche (1991) portant sur la place et le rôle du système de soins dans la santé de l'enfant a été menée à Aïn-Taya (Alger) et Tizirt (Tizi-Ouzou) auprès des professionnels de santé exerçant dans les services hospitaliers de pédiatrie, les structures « périphériques » (salles de soins, centres de santé, polycliniques) et les cabinets privés. Pour les deux régions, 80 entretiens ont été réalisés avec le personnel de santé et 120 avec les familles au sein de leurs domiciles. La quatrième recherche (1996) a porté sur les sens attribués par les femmes à la santé. Elle a été réalisée à Oran auprès de trente femmes. En 1999, l'enquête a porté sur les significations attribuées par les médecins et les patients à la prise en charge du diabète et de l'hypertension dans la région de Tlemcen. Elle a concerné deux services hospitaliers : médecine interne et cardiologie. Elle s'est poursuivie dans les centres de santé, les polycliniques et auprès des familles. Au total, 40 entretiens ont été réalisés. L'enquête s'est également appuyée sur des observations concernant les pratiques déployées par les professionnels de la santé à l'égard des patients durant les consultations de « suivi » des malades diabétiques et hypertendus. Depuis 2002, une enquête est en cours auprès des cliniques privées. L'objectif est de comprendre le mode d'émergence des nouveaux acteurs de la santé qui ont investi dans le domaine des soins (médecins « entrepreneurs » et patrons de petites entreprises industrielles) et les rapports noués avec le personnel de santé et les patients.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGÉ M., HERZLICH C., (éds.), *Le sens du mal, Anthropologie, histoire, sociologie de la maladie*, Paris, Editions des archives contemporaines, 1984.
- BALANDIER G., « Essai d'identification du quotidien », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1983, volume LXXVI, 5-12.
- BASZANGER I., *Douleur, médecine, la fin d'un oubli*, Paris, Le Seuil, 1995.
- CASTEL R., HAROCHE C., *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Paris, Fayard, 2001.
- CHIFFOLEAU S., *Médecines et Médecins en Egypte*, Paris, l'Harmattan, 1997.
- CRESSON G., *Le travail domestique de santé*, Paris, l'Harmattan, 1995.
- DE CERTEAU M., *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990.
- DUBAR C., TRIPIER P., *Sociologie des professions*, Paris, 1998.
- FAINZANG S., *Pour une anthropologie de la maladie en France*, Paris, Cahiers de l'homme, 1989.
- FASSIN D., *L'espace politique de santé. Essai de généalogie*, Paris, PUF, 1996.
- FREIDSON E., *La profession médicale*, Paris, Payot, 1984.
- GIRARD R., *La voix méconnue du réel, Une théorie des mythes archaïques et modernes*, Paris, Grasset, 2002.
- GOBATO I., *Etre médecin au Burkina Faso*, Paris, l'Harmattan.
- HOURS B., (éds.), *Système et politique de santé, de la santé publique à l'anthropologie*, Paris, Karthala, 2000.
- HOURS B., *L'état sorcier, santé publique et société au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1986.
- JAFFRÉ Y., DE SARDAN O. (éds.), *Une médecine inhospitalière, les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, APAD-Karthala, 2003.
- JAVEAU C., *La société au jour le jour, écrits sur la vie quotidienne*, Bruxelles, De Boeck, 1998.
- LA CECLA F., *Le malentendu*, Paris, Balland, 2002.
- LEFEBVRE H., *Critique de la vie quotidienne, Paris, l'Arche (nouvelle édition)*, 1977.
- MASSÉ R., *Culture et Santé publique, les contributions de l'anthropologie à la prévention et à la promotion de la santé*, Montréal, Gaëtan Morin, 1995.
- MEBTOUL M., *Une anthropologie de la proximité, les professionnels de la santé en Algérie*, Paris, l'Harmattan, 1994.
- MEBTOUL M., *Discipline d'usine, productivité et société en Algérie, Alger, Offices des Publications Universitaires*, 1986.
- MEBTOUL M., « Les mots pour dire la santé en Algérie aujourd'hui », revue *Prévenir*, 1996, 30, 123-128.
- MEBTOUL M., « La santé au quotidien : le dispensaire du quartier d'El-Hamri (Oran) », *Sciences Sociales et Santé*, vol. 15, 2, 41-62.
- PARSONS T., « *The profession and the social structure* » *Essays in Sociological Theory*, New York, Free Presse, 1939, 34-49, traduit dans *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, 1963.
- PENEFF J., *L'hôpital en urgence*, Paris, Métailié, 1992.
- SIMMEL G., *Le conflit*, Paris, Editions Circé, 1992.
- SIMMEL G., *Secrets et sociétés secrètes*, Paris, 1991.
- STRAUSS A., *La trame de la négociation, sociologie qualitative et interactionnisme* (Textes présentés par Baszinger I.), Paris, l'Harmattan, 1992.
- WITTGENSTEIN L., *Recherches philosophiques*, Paris, Gallimard, 1961.

Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970

Retour sur un itinéraire de recherche

Laure PITTI

Enseignante-chercheur à l'Université Paris VIII, chercheur associé à l'IHTP. Sa thèse de doctorat en histoire a été soutenue en décembre 2002, sous la direction de René Gallissot, Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis.

“Il faut parler de l'usine, il faut parler des ouvriers étrangers comme nous, qui avons été colonisés par la France, comment nous sommes venus en France pour travailler, parler du travail que nous avons fait. Je n'ai rien écrit, c'est resté dans ma tête. Si personne ne l'écrit, notre histoire est oubliée”¹. Tels étaient les mots par lesquels l'un des ouvriers de l'usine Renault de Billancourt que j'ai interrogés au cours de ma recherche² concluait l'entretien qu'il m'avait accordé, conjuguant trois des termes qui ont à la fois guidé mon intérêt et structuré mon travail de recherche : l'usine, le travail ouvrier, les ouvriers étrangers et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ont été, un temps, colonisés par la France, tels les Algériens, voire au premier rang desquels les Algériens. Circonscrire la recherche à l'espace d'une usine, en l'occurrence celle de Renault à Billancourt, tout à la fois cadre et objet de cette étude, a permis de conjuguer ces trois “centres d'intérêt” — au sens que Moses Finley donne à cette catégorie lorsqu'il y recourt, dans *Mythe, mémoire et histoire*³, pour caractériser le premier temps du métier d'historien⁴. “Le passé”, écrit-il, “est une masse résistante et incompréhensible de données non dénombrables et non dénombrées. Il ne devient intelligible que lorsqu'on effectue une certaine sélection autour d'un ou plusieurs centres d'intérêt. Dans ce débat infini”, conclut-il, “suscité par la question de Ranke : *Wie es eigentlich gewesen ist* (“comment les choses se sont réellement passées”), on néglige souvent une question préalable : quelles “choses” méritent ou exigent d'être considérées pour établir comment “elles se sont réellement passées” ?”⁵.

D'une part, la nature du lien colonial entre la France et l'Algérie, colonie de peuplement et partie intégrante, sous

la forme de trois départements français, du territoire national jusqu'en 1962, fait de la colonisation algérienne un exemple particulier et paroxystique de l'histoire coloniale française, et des ouvriers algériens ou “français musulmans d'Algérie”, selon la dénomination officielle à l'œuvre jusqu'en 1962, l'une des composantes majeures de la main-d'œuvre coloniale puis étrangère en France métropolitaine à compter de 1945. Les Algériens constituent en effet la principale migration d'outre-mer après la Deuxième Guerre mondiale, et ce jusqu'au milieu des années 1970, périodisation que j'ai, en partie pour cette raison, choisie de retenir comme bornes de ma recherche.

D'autre part, le choix de l'usine Renault de Billancourt comme “point d'application particulier de [mes] outils”⁶, répondait à une double motivation. Comme l'extrait d'entretien cité en *incipit* le donne à voir dans l'adéquation qu'il pose entre “parler de l'usine” et “parler des ouvriers étrangers”, étudier l'histoire des ouvriers étrangers, des ouvriers des territoires colonisés venus travailler en métropole, en l'occurrence algériens, se conjugue sinon se confond avec étudier l'histoire des usines à partir des années 1945-1950, du moins de certaines d'entre elles, particulièrement des grandes usines sidérurgiques de Lorraine, comme la thèse de Gérard Noiriel l'a montré⁷, et des usines automobiles. Pour ces dernières cependant, pourtant emblème d'une modernisation industrielle en partie appuyée sur l'embauche d'ouvriers peu qualifiés, manœuvres et OS (Ouvriers Spécialisés), le recours à une main-d'œuvre coloniale ou étrangère n'avait, dans le champ de l'histoire, que très rarement été étudié. Pour l'histoire ouvrière en effet et *a fortiori* pour celle de l'immigration, l'usine est longtemps restée un espace inexploré. Cette absence surprend au regard de la multiplicité des champs qu'un tel terrain d'investigation, à la fois espace de production, de relations et de mobilisations, permet d'étudier. L'usine Renault de Billancourt, cadre d'étude de prime abord restreint mais néanmoins emblématique, a ainsi ouvert à des conclusions qui l'excèdent et battent en brèche nombre d'idées reçues concernant l'histoire des Algériens en France, au croisement de l'économie, du social et du politique.

BILLANCOURT, UN CAS D'ÉCOLE

Le recours, accru et structurel, à une main-d'œuvre coloniale est, pour les usines automobiles, spécifique à l'après-Deuxième guerre, et particulièrement notable en région parisienne : l'effectif d'ouvriers algériens croît considérablement, à compter de 1945, dans les usines Renault à Billancourt, Citroën quai de Javel à Paris ou encore Simca à Nanterre, à la différence de ce qu'il en est dans l'Est de la France, pourtant l'une des trois principales régions de forte implantation de la migration algérienne en métropole, avec la région parisienne et le Nord. Nicolas Hatzfeld, dans sa thèse consacrée à l'usine de carrosserie de Peugeot à Sochaux de 1948 à 1996⁸, montre en effet que le recours à une main-d'œuvre coloniale et, dans une plus large mesure, étrangère, apparaît, dans un premier temps, conjoncturel à Peugeot et circonscrit aux nécessités de la reconstruction dans l'immédiat après-guerre. Il ne devient une donnée durable de la gestion du personnel de l'entreprise qu'à partir de la deuxième moitié des années 1960, plus précisément de 1967-1968. On compte ainsi 730 ouvriers algériens à Peugeot en novembre 1948, soit 6,6 % du personnel ouvrier de l'usine ; à la même date, à Billancourt, les ouvriers algériens sont au nombre de 2.360 et représentent 9 % du personnel ouvrier. Novembre 1948 marque, qui plus est, le pic de l'emploi de la main-d'œuvre dite étrangère à Peugeot (laquelle comprend en effet la main-d'œuvre coloniale dans les catégories statistiques de l'entreprise), dont l'effectif ne cesse de décroître jusqu'en 1966, avant de connaître une très forte hausse entre 1968 et 1975⁹. À Renault-Billancourt en revanche, l'effectif d'ouvriers algériens continue de progresser jusqu'en 1952 en chiffres absolus, jusqu'en 1954 en chiffres relatifs, date à laquelle il se stabilise, représentant alors 11,4 % du personnel ouvrier. À l'aune de ces quelques chiffres, le contraste est net entre ces deux usines et révélateur de deux logiques productives.

À elle seule, l'usine Renault de Billancourt concentre, au début des années 1950, à une époque où elle est la plus importante usine française en terme de concentration de main-d'œuvre (42.000 personnes y travaillent en 1952), près du dixième de l'effectif de "Nord-africains" recensés au travail dans le département de la Seine, selon la catégorie à l'œuvre dans les statistiques du Ministère du Travail entre 1949 et 1962¹⁰. Ces "Nord-Africains" sont alors, précisons-le, à plus de 90 % algériens. Près de 30 % des actifs algériens employés dans les industries mécaniques et électriques de la Seine le sont à Renault-Billancourt. Certes, l'effectif d'ouvriers algériens y diminue dans la deuxième moitié des années 1950, particulièrement entre 1958 et 1961, sous le double coup d'une conjoncture économique défavorable (qui entraînent les premiers licenciements massifs, en octobre 1960) et d'une conjoncture politique très tendue (notamment avec l'ouverture, par le FLN, d'un second front en métropole avec les attentats d'août 1958, qui ont des répercussions à Renault sous la forme d'attaques à main armée) ; mais cette baisse est minime — et temporaire — comparativement à ce qu'il en est à Peugeot-Sochaux.

À Renault-Billancourt, les Algériens incarnent, dès la fin des années 1940, la figure de l'ouvrier étranger, situation un temps paradoxale puisque jusqu'en 1962, ils sont juridiquement français. Les ouvriers algériens — et à Renault-Billancourt, les Algériens sont quasi-exclusivement ouvriers — constituent en effet, au milieu des années 1950, le principal groupe d'ouvriers non métropolitains de l'usine : 68,6 % de la main-d'œuvre étrangère et coloniale à eux seuls en avril 1957. Au croisement de l'évolution des processus migratoires et de celle des modes de production dans l'automobile, cette prédominance s'explique plus précisément par trois facteurs.

— Le premier est l'accentuation de la migration algérienne vers la métropole dès la deuxième moitié des années 1940, pour des raisons à la fois économiques et politiques, telles que la dépossession foncière et la paupérisation accentuées de la population dite musulmane en Algérie, la répression impitoyable des mouvements de révolte populaire dans le Constantinois en mai 1945, puis des partis nationalistes et de leurs militants, tout particulièrement lors des élections municipales de 1947, puis celles de l'Assemblée algérienne en 1948. Parmi les ouvriers, aujourd'hui retraités, que j'ai rencontrés ou dont j'ai retracé la trajectoire migratoire, nombreux sont en effet les militants qui ont quitté l'Algérie entre 1946 et 1948. Ni la guerre d'Algérie ni l'indépendance algérienne en juillet 1962 ne mettent fin à ce mouvement migratoire, bien au contraire, hormis durant les trois années (1956-1959) où la circulation de la population dite musulmane entre l'Algérie et la métropole est, si ce n'est totalement interdite, du moins fortement restreinte.

— Cette prédominance des Algériens au sein de la main-d'œuvre coloniale et étrangère s'explique en second lieu par les dispositions légales en matière d'emploi des Algériens en métropole puis en France, comparativement aux migrations d'Europe ou des autres territoires puis Etats du Maghreb : statut de citoyen français pour les Algériens de métropole de 1947 à 1962, liberté de circulation entre la France et l'Algérie (sauf de 1956 à 1959), réitérée par les accords d'Évian en mars 1962 — les Algériens n'étant alors toujours pas soumis au contrôle de l'ONI (Office National d'Immigration). Cette liberté de circulation reste de fait en application jusqu'à la suspension de l'émigration algérienne du fait du gouvernement algérien en septembre 1973, renforcée par l'interruption de l'immigration par le gouvernement français en juillet 1974.

— En troisième lieu, et dans le champ de l'usine proprement dite cette fois, le recours accru à une main-d'œuvre algérienne apparaît à mettre en relation avec l'évolution des modes de production. À partir de 1947 et "la bataille de la 4 C.V."¹¹, Renault, dont l'usine Billancourt concentre les trois quarts du personnel ouvrier, s'engage durablement dans la production en très grande série pour laquelle la Direction du personnel de l'entreprise développe un recours accru, et durable, à une main-d'œuvre peu qualifiée — MGT (Manœuvre Gros Travaux) et *a fortiori* OS. Le recours accru à une main-d'œuvre algérienne apparaît *dès lors*, ce point est d'importance, comme l'une des composantes principales de l'accroissement de la capacité productive, d'autant que ce recrutement ne se dément pas après l'indépendance, tout au contraire.

Premier groupe d'ouvriers non métropolitains et principale composante de la main-d'œuvre étrangère et coloniale dès le début des années 1950, les ouvriers algériens constituent en effet, à compter de 1962, le principal groupe d'ouvriers étrangers à Billancourt (comptabilisés comme tels par la Direction du personnel de l'entreprise y compris lorsqu'ils ont opté pour la nationalité française) ; ils le restent lors du très fort accroissement de l'embauche d'ouvriers étrangers entre 1966 et 1971, qui concerne la quasi-totalité des établissements de la Régie Nationale des Usines Renault et les autres constructeurs automobiles (dont Peugeot alors).

Billancourt apparaît ainsi, on le voit, comme un cadre privilégié pour étudier l'histoire des ouvriers algériens dans cet espace complexe qu'est l'usine.

L'USINE, UN ESPACE COMPLEXE ET LONGTEMPS DÉSSERTÉ PAR LES HISTORIENS

Complexe en effet, l'espace de l'usine¹² est à la fois espace de production, avec ses réglementations et ses modes d'organisation particuliers, lieu d'un travail ouvrier fortement modifié durant la période — sous le double effet, à Renault-Billancourt, d'une automatisation progressive et partielle et d'une restructuration organisationnelle symbolisée notamment par l'introduction du système dit de cotation de poste (à partir de 1959 dans les départements de montage, de 1962 à l'échelle de l'usine) — ; complexe enfin car il met au jour des motifs et des formes de mobilisations qui lui sont propres — les trois axes autour desquels j'ai conduit cette recherche.

Le nombre d'acteurs que l'espace de l'usine met en présence est un autre trait de cette complexité : la Direction (il serait d'ailleurs plus approprié de parler des Directions : celles du Personnel, des Méthodes, de la Fabrication, tant leurs orientations entrent parfois en concurrence), l'encadrement, les organisations syndicales et politiques et les ouvriers — dans certaines phases de mobilisations auxquelles les ouvriers algériens participent ou qu'ils initient à l'usine, ces deux derniers acteurs (organisations syndicales et politiques, d'une part, ouvriers, d'autre part), ne sont en effet pas strictement superposables. Pour ce qui est de Billancourt et plus largement de la RNUR (Régie Nationale des Usines Renault), le statut précisément nationalisé de l'entreprise fait surgir au premier plan un acteur supplémentaire : le gouvernement, souvent pris à parti dans une fusion avec la Direction lors de mobilisations ouvrières. Les expressions telles que "le gouvernement-patron" ou l'"Etat-patron", sont ainsi récurrentes dans les tracts notamment de la CGT, principal syndicat ouvrier de l'usine, tout particulièrement dans la première moitié des années 1950 lorsque la CGT se réinscrit dans une stratégie de classe contre classe¹³.

La grève du 12 février 1952, par exemple, est à ce titre emblématique : grève nationale "contre le fascisme et la misère", déclenchée à l'appel d'un front d'organisations syndicales et politiques (dont la CGT et, du côté algérien,

l'UDMA¹⁴ et le MTL¹⁵) en réaction à l'interdiction de la manifestation antifasciste du 10 février, elle-même commémorant les manifestations antifascistes des 9 et 12 février 1934, elle est, dans les tracts de la CGT-Renault, une grève "contre les forces de répression du gouvernement-patron" ou encore une grève "contre les Pleven-Lefaucheur"¹⁶ (alors respectivement Président du Conseil et PDG de la RNUR). D'ailleurs, tout particulièrement à Renault-Billancourt, il s'agit d'une grève dure, marquée par des affrontements aux portes de l'usine entre ouvriers (dont de nombreux Algériens) et forces de l'ordre et suivie de plusieurs centaines de licenciements, nouvelle occasion pour dénoncer la politique réactionnaire du "gouvernement-patron".

C'est donc dans cet espace complexe, réputé "usine pilote", "laboratoire social"¹⁷ tout autant que "forteresse ouvrière"¹⁸, que j'ai choisi d'étudier l'histoire des ouvriers algériens, et ce pour deux raisons majeures : l'usine, comme le travail ouvrier d'ailleurs, sont longtemps restés des "trous noirs"¹⁹ dans le champ de l'histoire²⁰. Si cette désertion est en partie démentie depuis le début des années 1990 avec, sous le versant d'une histoire politique, le développement des travaux consacrés aux grèves et aux luttes d'usine notamment dans le cadre des "années 1968"²¹ puis, sous le versant d'une histoire sociale, des travaux consacrés aux gens d'usine²², elle restait d'actualité pour ce qui est de l'histoire des étrangers et de l'immigration en France.

L'étude de la bibliographie relative aux étrangers en France dans le champ des travaux historiques et plus largement des sciences sociales, en termes de problématiques comme de terrains de recherche, montre en effet que ceux-ci sont particulièrement étudiés dans ce que l'on a coutume d'appeler le hors-travail, *via* des approches qui privilégient le plus souvent des problématiques identitaires, culturalistes et communautaires, lesquelles se sont fortement développées à partir de la première moitié des années 1980, notamment à partir de "l'affaire Talbot" où "les immigrés" ont été assimilés un "problème" dans le champ politique et médiatique²³. Dans ces approches, le référent ouvrier et avec lui l'espace de l'usine sont laissés de côté. C'est tout particulièrement le cas pour les ouvriers des anciens territoires coloniaux, tels les Algériens, dont l'histoire ouvrière restait encore à écrire, à la différence des Italiens, des Espagnols, des Russes ou encore des Polonais²⁴. L'histoire suit là le même mouvement que la sociologie : Maryse Tripier comme Stéphane Beaud et Michel Pialoux insistent en effet sur le cloisonnement qui s'instaure, à compter du début des années 1980, entre une sociologie de l'immigration qui franchit rarement la porte des usines et une sociologie ouvrière, d'ailleurs depuis lors en déclin, qui s'intéresse rarement aux ouvriers étrangers²⁵.

DÉCLOISONNER LES APPROCHES, PLURALISER LES SOURCES

J'ai conduit mon étude en cherchant précisément à décroisonner les approches pour m'inscrire dans une histoire que je qualifierai d'histoire ouvrière dans les

différents sens (professionnel, militant et politique) que revêt la catégorie *ouvrier*, ou plus précisément encore d'*histoire ouvrière d'usine*. Je me suis donc attachée à cerner la place que les ouvriers algériens occupent dans le processus de production à Billancourt ; les itinéraires professionnels qui sont les leurs, à Renault même et en amont de leur embauche dans l'entreprise ; enfin, les formes et les temps de leurs engagements militants dans l'espace de l'usine, de décembre 1950 à février 1975. En décembre 1950, la 4^e Conférence régionale des travailleurs nord-africains traite pour la première fois de revendications sociales et d'indépendance nationale ; de février 1975 date la dernière grève des OS, pour l'essentiel étrangers, contre le système de classifications professionnelles de l'entreprise qui occasionne une modification de la grille de classifications et de rémunérations.

Plusieurs types de sources et d'outils méthodologiques furent mobilisés à cet effet. Croisées avec les chiffres relatifs, d'une part, à la composition du personnel ouvrier de l'usine et, d'autre part, à l'évolution de la migration algérienne vers la métropole puis la France et de la population active en son sein, les notes et études que la Direction du Personnel de l'entreprise consacre à sa main-d'œuvre nord-africaine puis étrangère et les données chiffrées qu'elle fournit notamment aux élus du Comité d'Etablissement de Billancourt et du Comité Central d'Entreprise tout au long de la période, ont permis d'analyser les rythmes de recrutement de cette main-d'œuvre, mais également les discours que la Direction du Personnel de l'entreprise et l'encadrement développent à son endroit et les dispositifs particuliers de gestion que la première met en place, tout particulièrement dans la période coloniale. De sorte que, à la question que Jean-Yves Grenier posait, en 1995, dans un numéro spécial de la revue *Autrement* intitulé "Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire" : "l'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ?"²⁶, je répondrai qu'elle m'a parue impérative dans cette recherche, non pas simplement comme une histoire des chiffres mais en ce que la question de la mesure donne à voir les catégories et les représentations de ceux qui, précisément, produisent ces chiffres.

Deuxième type de sources et d'outils, la constitution et l'exploitation statistique d'un échantillon de près de 1.000 ouvriers algériens embauchés à Billancourt entre 1950 et 1963, à partir des registres d'embauche (qui, précisément, ont pour point de butée l'année 1963) et du fichier du personnel de l'entreprise²⁷, ont rendu possible l'analyse des trajectoires professionnelles et migratoires de ces ouvriers et ont donné plus de chair à l'étude de l'univers usinier et du travail ouvrier.

Enfin, des *corpus* de tracts et de publications syndicales et politiques, émanant pour l'essentiel des archives de l'entreprise, de ses sections syndicales ou des confédérations, ont tout particulièrement été mobilisés pour analyser les temps et les formes d'engagements des ouvriers algériens à l'usine. Le plus surprenant et le plus riche de ces *corpus* a été celui découvert dans le fonds du service des Relations de Travail de la Direction du personnel de l'entreprise, qui comprend près de 46 dossiers d'environ 500 documents chacun, soit près de 20.000 tracts, bulletins et journaux militants des différentes organisations intervenant dans l'usine ou à sa

porte, ainsi que des rapports de surveillance des meetings, réunions ou incidents ayant eu lieu à Billancourt, répertoriés chronologiquement de 1952 à 1970 — vraisemblablement dans une visée à la fois de surveillance et de prévention des conflits. La confrontation de ces sources écrites aux entretiens conduits auprès de 11 ouvriers algériens de Billancourt et militants syndicaux et politiques algériens et français, fut riche d'enseignements.

QUATRE CONCLUSIONS FACE À QUATRE IDÉES REÇUES

Rythme et phases de recrutement, travail ouvrier et trajectoires ouvrières, temps et formes de l'engagement des ouvriers algériens à Renault-Billancourt, les trois axes structurant cette étude ont en effet permis d'aboutir à plusieurs conclusions qui battent en brèche nombre de stéréotypes et d'idées reçues.

— En premier lieu, sur le plan du processus de production, le recrutement de cette main-d'œuvre coloniale puis étrangère est apparu, au terme de la recherche, comme l'une des pièces maîtresses de la rationalisation du dispositif productif dans les deux phases successives de production en très grande série (200.000 voitures particulières en 1955, à un rythme de 600 véhicules par jour en avril 1955) puis de production de masse (1.300.000 voitures particulières en 1973, soit quotidiennement plus d'un millier de véhicules) qui caractérisent les années 1950-1973 à Renault-Billancourt. Cette conclusion bat en brèche les thèses qui se sont développées dès les années 1970 dans la suite des travaux par exemple de l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières), notamment avec le rapport qu'un groupe d'étude, animé par Bernard Vernier-Palliez, alors PDG de la Saviem, consacre au *Problème des OS* en novembre 1971²⁸, thèses relayées par les pouvoirs publics au début des années 1980, plus particulièrement à partir de "l'affaire Talbot" en 1982-1983, qui assimilent le recours à la main-d'œuvre étrangère, taxée de "fruste" ou d'"inadaptée", à un frein à la modernisation de l'appareil productif²⁹. Pour preuve, Bernard Vernier-Palliez lui-même avançait, en 1957, alors qu'il était secrétaire général de la RNUR, que "le recours à la main-d'œuvre immigrée coûte moins cher que l'automatisation"³⁰. Ce recours accru à une main-d'œuvre d'abord coloniale puis plus largement étrangère, assignée à un statut d'OS et ce faisant destinée à le rester, a été un choix, structurel, opéré par l'entreprise pour accentuer sa capacité de production, dans une phase de parcellisation des tâches et de déqualification du travail ouvrier, choix dont le nouvel accroissement de la proportion d'OS au sein du personnel ouvrier entre 1968 et 1971 à Billancourt prouve qu'il perdure.

L'étude des trajectoires professionnelles des ouvriers de l'échantillon renforce cette conclusion. Elle montre en effet que la stagnation professionnelle des ouvriers algériens est l'effet de la politique de gestion du personnel de l'entreprise qui ne prend en compte ni l'expérience

professionnelle, ni le bagage de formation de ces ouvriers dont beaucoup ont déjà travaillé dans l'automobile, pas plus qu'elle ne développe de dispositifs de formation (pour ceux qui ne sont pas formés) ou de promotion (pour ceux qui le sont). Les ouvriers algériens sont cantonnés à des postes d'OS et, en outre, systématiquement affectés aux secteurs les plus pénibles de la production (les presses et la fonderie notamment), dans un processus que j'ai qualifié, au moins jusqu'au début des années 1960, de gestion coloniale de la main-d'œuvre algérienne — au-delà, je parlerai plus volontiers d'une gestion différenciée de la main-d'œuvre étrangère, qui s'applique à la fois aux ouvriers algériens, marocains et portugais. La réputation de laboratoire social de Billancourt est ce faisant à fortement nuancer, tout comme l'absence de qualification ou d'expérience professionnelles des Algériens.

— La seconde conclusion à laquelle cette étude des trajectoires a permis d'aboutir est le caractère inopérant de la métaphore de la noria entre la France et l'Algérie, déjà remise en cause par Geneviève Massard-Guilbaud pour la période de l'entre-deux guerres dans la thèse qu'elle a consacrée aux *Algériens à Lyon de la Grande guerre au Front populaire*³¹. La durée d'emploi de ces ouvriers s'allonge : 15,4 % d'entre eux, embauchés dès le début des années 1950, y font des carrières de plus de 10 ans. Cette étude des trajectoires, migratoires et ouvrières, permet ainsi de rompre avec ce qu'Abdelmalek Sayad nomme "l'image éternisée de l'immigration"³². Plus largement, elle nuance, d'une part, la distinction couramment admise entre immigration dite de travail et immigration dite de peuplement et, d'autre part, l'idée d'une indépendance de l'Algérie synonyme de retours massifs des émigrés.

— En termes d'engagements militants enfin, l'analyse de deux temps d'actions collectives auxquelles les ouvriers algériens participent ou qu'ils initient à l'usine : les mobilisations sur la question algérienne puis la lutte de libération nationale algérienne de 1950 à 1962, d'une part, et les grèves de mai-juin 1968 et de la première moitié des années 1970, d'autre part, a fait apparaître ce que j'ai proposé d'appeler une *séquentialité* des luttes³³. Les modes d'organisation et de regroupement, les thèmes de mobilisation et les rapports des ouvriers algériens avec les organisations ouvrières françaises, syndicales et politiques, revêtent en effet des formes distinctes et circonstanciées au cours de la période.

L'étude de la séquence de la lutte de libération nationale qui marque, de l'avis de tous les interviewés (algériens comme français), une rupture entre les ouvriers algériens et les organisations ouvrières, tout particulièrement le PCF, et une prise de distance d'avec la CGT à compter du vote des Pouvoirs spéciaux en mars 1956, a fait apparaître que cette lutte revêt à Billancourt des formes particulières. Un noyau clandestin du FLN (Front de Libération Nationale) s'y forme notamment, sous le paravent de la Commission nord-africaine de la CGT, s'ajoutant à la structuration de l'appareil clandestin du FLN en métropole qui prend appui sur les quartiers d'habitation³⁴. Dans le cas précis de Renault-Billancourt, l'usine n'est donc pas seulement une couverture pour des militants dont les activités clandestines se dérouleraient ailleurs mais à proprement parler un lieu de la lutte de libération, où les ouvriers algériens forment une entité

militante propre, structurée par le mot d'ordre d'indépendance, là où le PCF, la CGT puis la CFTC et FO se mobilisent, quant à eux, pour la paix en Algérie. Dans le champ plus large de l'histoire du mouvement ouvrier, cette conclusion amène à nuancer l'engagement du PCF pour l'*indépendance* de l'Algérie, à la différence de ce que l'on pouvait encore lire dans la presse française lors des derniers débats sur la torture pendant la guerre d'Algérie. De même, dans le champ plus large de l'histoire de la lutte de libération algérienne, cette structuration d'une entité militante algérienne, active à Renault-Billancourt sous la forme de grèves et d'une organisation interne à l'usine, bat en brèche la vision, particulièrement mise en avant par l'histoire algérienne officielle, d'une émigration seulement bonne à récolter des fonds pour une lutte qui aurait eu pour terrain quasi-exclusif l'Algérie.

— Cette structuration militante propre aux ouvriers algériens cesse avec l'indépendance. Les thèmes de mobilisation ont, en 1968 et plus encore en 1973 et 1975, trait au statut d'OS et à l'organisation du travail proprement dite, et ne sont plus le fait des seuls ouvriers algériens mais plus largement des ouvriers étrangers — algériens, espagnols, portugais et marocains à Renault-Billancourt. La "plate-forme des immigrés" que certains d'entre eux y rédigent en mai 1968, et dont la CGT (qui dirige le Comité de grève) refuse qu'elle soit transmise à l'ensemble des grévistes, comme les grèves d'ateliers des OS des presses en février 1973, mars-avril 1973 puis février 1975, conduites à distance des syndicats, sur le mot d'ordre "à travail égal, salaire égal", marquent à la fois une coupure entre ouvriers et syndicats, une autonomie ouvrière face à l'institutionnalisation des organisations syndicales qui reproduisent de fait la division entre OS et OP, une nationalisation du mouvement ouvrier enfin³⁵. Elles contrecarrent l'idée, tenace, d'une extériorité des ouvriers étrangers aux grèves ouvrières, notamment en 1968. Mobilisations à l'usine et hors-travail se disjoignent dès lors, les secondes étant caractérisées dans cette séquence par un vis-à-vis avec le gouvernement sur la question des titres de séjour et du logement, dont attestent la lutte contre les circulaires Marcellin-Fontanet en 1972-1973 d'une part, et la grève des foyers Sonacotra de 1974 à 1979, d'autre part — dont on ne trouve aucune trace ni répercussion dans l'espace de l'usine.

Ces grèves d'ateliers à Billancourt entre 1973 et 1975, si elles sont le fait d'ouvriers étrangers, à la différence de ce qu'il en est à l'usine Renault du Mans en 1971, ne s'inscrivent pas pour autant dans une histoire des "luttes de l'immigration"³⁶ — les mots d'ordre des grévistes le prouvent, tout entiers centrés sur le travail — mais dans une double remise en cause qui caractérise plus largement les mobilisations ouvrières dans l'industrie automobile européenne durant cette période : remise en cause des modes d'organisation du travail fondés sur une division extrême des tâches et des salaires, d'une part, et remise en cause du primat des organisations syndicales, d'autre part.

Cette séquence européenne de mobilisations³⁷ d'où l'on peut dater ce que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui la "crise du syndicalisme", constitue une des pistes, comparatives, à laquelle ouvre cette recherche. L'étude des formes de mobilisation des ouvriers étrangers hors travail durant cette période en est une autre, qui peut permettre d'interroger la notion de luttes ou de

mouvement de l'immigration. Peut-on en effet parler d'un tel mouvement, comme l'on a d'ailleurs parlé d'un mouvement ouvrier, avec l'univocité et la continuité que ces notions sous-entendent, lorsque déjà les mobilisations d'usine des années 1970 échappent à cette catégorisation ? C'est là une autre des pistes de réflexion auxquelles ouvre cette recherche.

NOTES

1. Entretien avec D.D., ouvrier sur chaîne puis manutentionnaire aux usines Renault de Billancourt de 1968 à 1992, Montreuil-sous-Bois, 25 mai 1999.
2. Cf. Laure Pitti, *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970. Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France*, doctorat d'histoire, sous la direction de René Gallissot, Université Paris 8, décembre 2002. Pour la présentation de mes interlocuteurs et de la méthodologie d'entretien, cf. *idem*, pp. 343-347.
- Je tiens à remercier Judith Hayem pour sa lecture et ses remarques.
3. Moses I. Finley, *Mythe, mémoire et histoire*, Paris, Flammarion, 1981.
4. Cf. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Albin Michel, 1993 (1949), lequel insiste quant à lui sur le *choix* nécessaire à tout travail d'historien.
5. Moses I. Finley, *op. cit.*, p. 12.
6. Marc Bloch, *op. cit.*, p. 81.
7. Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984.
8. Nicolas Hatzfeld, *Organiser, produire, éprouver. Histoire et présent de l'usine de Carrosserie de Peugeot à Sochaux, 1948-1996*, doctorat d'histoire, sous la direction de Patrick Fridenson, EHESS, 2000, publiée sous le titre *Les gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Paris, Editions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2002.
9. *Idem*, pp. 174-177.
10. Cf. notamment les statistiques émanant du "Contrôle social de la Main-d'œuvre nord-africaine" dépendant de la Direction de la Main-d'œuvre du Ministère du Travail.
11. Expression que j'emprunte à Patrick Fridenson, "La bataille de la 4 C.V. Renault", *L'histoire*, février 1979, pp. 33-40.
12. Cf. le numéro du *Mouvement social* qui porte ce titre, n° 125, octobre-décembre 1983.
13. Cf. Laure Pitti, "La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 : une décennie de tournants", communication au colloque *La CGT dans les années 1950*, Centre d'histoire du XXe siècle-Université Paris 1 / Institut CGT d'histoire sociale, Montreuil, 20-21 novembre 2003.
14. Union Démocratique du Manifeste Algérien, dirigée par Ferhat Abbas.
15. Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, dirigé par Messali Hadj.
16. CGT, Syndicat des Travailleurs de la Régie Renault, *Magnifique 12 février contre le fascisme et la misère. Unis dans la lutte, les travailleurs sont les plus forts. En avant tous ensemble pour les 15 % et l'échelle mobile*, tract, 18 février 1952, 2 p., pp. 1-2, source : Archives Renault, classement SGA, service 07.16 - Relations de Travail, dossier n° 119, chemise février 1952.
17. Cf. notamment Pierre Dreyfus, *Une nationalisation réussie : Renault*, Paris, Fayard, 1981 (1977), pp. 51-52.
18. Jacques Frémontier, *La forteresse ouvrière - Renault*, Paris, Fayard, 1971.
19. Michelle Perrot, "De la manufacture à l'usine en miettes", *Le Mouvement social*, n° 125, *op. cit.*, pp. 3-12, p. 3.
20. Cf. Christian Chevandier, Michel Pigenet, "L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards", *Le Mouvement social*, n° 200, juillet-septembre 2002, pp. 163-169.

21. Cf. notamment Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (eds), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000 et Xavier Vigna, *Actions ouvrières et politiques à l'usine en France dans les années 68*, doctorat d'histoire, sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel, Université Paris 8, décembre 2003.
22. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Nicolas Hatzfeld, *op. cit.*
23. Cf. France Thépaut, "L'affaire Talbot", *Presse et Immigrés en France*, revue du CIEM (Centre d'Information et d'Études sur les Migrations), n° 113, décembre 1983, pp. 7-16.
24. Cf. notamment Edgardo Bilsky, "Mobilité professionnelle et intégration : les Italiens et les Espagnols dans les usines Renault (1939-1946)" in Pierre Milza, Denis Peschanski (eds), *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, IHTP (Institut d'histoire du Temps Présent), 1991, pp. 327-341 ; Olivier Le Guillou, *Des émigrés russes ouvriers aux usines Renault de Boulogne-Billancourt en 1926 : étude du fichier du personnel*, maîtrise d'histoire, sous la direction de Pierre Milza, Antoine Prost et Jean-Louis Robert, Université Paris I, 1988 ; Gérard Noiriel, *op. cit.* et Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.
25. Cf. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, p. 9 et Maryse Tripier, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI (Centre d'Information et d'Études sur les Migrations)/L'Harmattan, 1990, pp. 131-132.
26. Jean-Yves Grenier, "L'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ?", *Autrement*, n° 150-151, intitulé "Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire", janvier 1995, pp. 173-183.
27. Le terme fichier du personnel est cependant à entendre dans son sens générique ; il serait en effet plus approprié de parler des fichiers du personnel tant cette source est complexe et hétérogène pour la période que j'ai étudiée. Retracer les carrières à Renault et, plus largement, les trajectoires professionnelles et migratoires des ouvriers de l'échantillon m'a en effet amenée à consulter quatre fichiers différents.
28. UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières), *Le problème des OS*, rapport du groupe d'étude patronal, novembre 1971, 25 p.
29. *Idem*, pp. 21-22 et Gérard Noiriel, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris, Le Seuil, collection Points Histoire, 1988, p. 315.
30. Cité par Jean-Louis Loubet, *Citroën, Peugeot, Renault et les autres. Soixante ans de stratégies*, Paris, Le Monde Éditions, 1995, p. 57.
31. Geneviève Massard-Guilbaud, *Des Algériens à Lyon, de la Grande Guerre au Front Populaire*, doctorat d'histoire, sous la direction d'Yves Lequin, Université Lyon II, 1989, publiée sous le même titre, Paris, L'Harmattan, 1995.
32. Abdelmalek Sayad, "Les trois âges de l'émigration", *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 15, juin 1977, pp. 59-79, p. 58.
33. J'emprunte cette catégorie à l'anthropologue Sylvain Lévy, cf. *Anthropologie du nom*, Paris, Seuil, 1996, p. 154.
34. Cf. Benjamin Stora, *Histoire politique de l'immigration algérienne en France (1922-1962)*, doctorat d'État en histoire, sous la direction de Charles-Robert Ageron, Université Paris XII, 1991, pp. 617-618.
35. Pour reprendre l'expression de René Gallissot, cf. René Gallissot, Nadir Boumazza, Ghislaine Clément, *Ces migrants qui font le prolétariat*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, p. 19.
36. Cf. Mogniss H. Abdallah, *J'y suis, j'y reste ! Les luttes de l'immigration en France depuis les années 1960*, Paris, Editions Reflex, 2000 et Michelle Zancarini-Fournel, "La question immigrée après 1968", *Plein droit*, n° 53-54, juin 2002, pp. 3-7.
37. Dont les travaux de Michel Freyssenet (*La division capitaliste du travail*, Paris, Savelli, 1977), de Karl-Heinz Roth (*L'autre mouvement ouvrier en Allemagne, 1945-1978*, Paris, Christian Bourgois éditeur, 1979) notamment et plus récemment l'étude des grèves de 1969 à 1973 en Allemagne, conduite par Delphine Corteel dans le cadre de sa thèse ("*Ouvrier*" et "*usine*" dans *l'Allemagne contemporaine*, doctorat d'anthropologie, sous la direction de Sylvain Lévy, Université Paris 8, décembre 2002), sont autant de marques.

Saïda Manoubiya, une sainte parmi les saints. Pratiques religieuses et recompositions rituelles à Tunis

Katia BOISSEVAIN

Thèse de doctorat en ethnologie, sous la direction de Raymond Jamous, soutenue à Paris X-Nanterre, en juin 2003.

Le propos de cette recherche a été de comprendre sous quelles formes le culte de Saïda Manoubiya persiste. Il s'agissait d'analyser les situations contemporaines dans leur complexité, c'est-à-dire de prendre en compte les lieux variés où se retrouvent des pratiques religieuses multiples, les manières dont ces pratiques sont réappropriées, transformées dans des quartiers aux configurations très diverses, et les occasions de recompositions identitaires auxquels ces rituels donnent lieu, et ce, à travers l'étude des groupes et des individus qui y participent.

Le point de départ de cette recherche a été la question d'une spécificité éventuelle de la sainteté féminine en islam, par rapport à la sainteté masculine. En choisissant de travailler sur le culte de Saïda Manoubiya, je souhaitais contribuer à combler un vide facilement repérable dans la littérature ethnologique du Maghreb. A la suite de E. Dermenghem (1954) ou E. Gellner (1969), les ethnologues qui se sont intéressés au thème de la sainteté en Afrique du Nord, ont surtout analysé les modes d'actions de la sainteté masculine (Crapanzano, 1973). En effet, des auteurs devenus classiques, tels que A. Mouliéras (1899), E. Doutté (1900) et E. Westermarck (1935) mentionnent l'existence de femmes saintes au Maghreb, sans les étudier de manière approfondie. Tantôt, elles sont étudiées dans leur historicité, notamment en Algérie ou en Egypte¹, mais la dimension anthropologique des dévotions qui les entourent demeure alors inexplorée ; tantôt les auteurs analysent les pratiques de dévotion féminine, dans le cadre de pèlerinages (*mousslem-s*) (F. Reysoo, 1991), ou de *zawiya* (Mernissi, 1977 ; Dhaouadi, 1986 ; Melliti, 1993) et la relation à un saint homme. Dans cette recherche engagée en 1998, je souhaitais articuler l'une à l'autre ces deux dimensions : la spécificité d'une sainteté féminine et le culte qui lui est voué.

Il s'agissait de développer des réflexions ébauchées lors de mon DEA et de comprendre les particularités des saintes musulmanes et du culte qui leur était rendu, en me fondant dans un premier temps sur des lectures, concernant essentiellement le Maghreb, puis en enrichissant ou en nuanciant ce corpus à l'épreuve d'un terrain.

Cette question large et quelque peu abstraite ne pouvait être appréhendée qu'à partir d'une étude de cas. J'ai donc posé la question à partir d'une sainte particulière, Saïda Manoubiya, qui vivait au XIII^e siècle. Cette sainte, très ancrée dans un contexte historique et culturel propre, bénéficie aujourd'hui d'une aura et d'un rayonnement considérables à Tunis. Les deux sanctuaires qui lui sont dédiés, l'un situé près du centre de la vieille ville, l'autre en périphérie, sont très fréquentés à l'occasion des rituels hebdomadaires, féminins l'après-midi et principalement masculins le soir.

Saïda Manoubiya ressemble à bon nombre d'autres saintes, notamment en ce qui concerne son inscription généalogique, son refus du mariage et de la maternité, ce qui aboutit à une sortie de la parenté. Elle s'en distingue pourtant par son rapport au savoir religieux, étant présentée par son hagiographe comme disciple de Sidi Bel Hassen, (fondateur de la grande confrérie maghrébine la Shadhiliya). Elle se différencie plus encore par son rapport à l'espace : toutes les saintes de Tunis sont des recluses, à l'exception de Saïda Manoubiya, qui bien loin de s'enfermer en méditation, sillonne la ville et côtoie des hommes, soient-ils ivrognes des bas-fonds de Tunis, fondateur de confrérie ou sultan Hafside, selon les moments et les légendes.

L'hagiographie que lui a consacré l'imâm de la mosquée de La Manouba juste après sa mort, tout comme les légendes orales, la présentent en mouvement perpétuel entre deux pôles, l'un rural, l'autre urbain. C'est donc une sainte qui dès son vivant était bi-localisée (au centre de la capitale et à La Manouba, village à l'extérieur de Tunis). Ce parcours dans l'espace public contribue à donner à cette femme du XIII^e siècle une place à part dans le paysage de la sainteté en Tunisie. Ainsi, elle se distingue à la fois des saintes femmes et des hommes saints. Elle demeure à la lisière du monde féminin, sans pour autant pouvoir être entièrement intégrée au monde masculin.

Mais la découverte du terrain, ou sa construction plus ou moins volontaire, déplace évidemment les questions. L'observation prolongée a montré que cette sainte était intégrée à un circuit de visite tout en occupant une place bien particulière. Il semblait donc important de comprendre quelle était sa place dans les pratiques et les représentations des uns et des autres, tout d'abord des visiteurs et des visiteuses, mais aussi celles des individus extérieurs à son culte. Cette sainte est absolument « parlante » pour tous les habitants de Tunis, sans néanmoins toujours signifier les mêmes choses. Il s'est donc agi, dans un premier temps, de comprendre la variété des réactions que mon objet d'étude suscitait, soit un intérêt quasi-mystique, soit un amusement curieux, ou encore un agacement manifeste face à une ethnologue venue fouiner dans « des histoires de saints ».

Jusqu'à l'Indépendance de la Tunisie, Saïda Manoubiya jouissait principalement de l'affection et de l'attachement des vieilles familles de la bourgeoisie tunisoise. Aujourd'hui, les jours de visites collectives sont principalement investis par une clientèle féminine majoritairement issue de l'exode rural, désormais installée à proximité des deux sanctuaires, suite à

des modifications urbaines importantes. La clientèle tunisoise a délaissé ses sanctuaires ainsi que le culte des saints dans son ensemble. Pourtant, certaines personnes continuent ou recommencent à célébrer la sainte, en se rendant dans ses sanctuaires lors de visites individuelles, et non plus collectives, ou en important les rituels dans la sphère privée, ce qui donne lieu à des innovations rituelles.

Sur le terrain, j'ai été principalement accueillie par la musicienne centrale des deux sanctuaires, et par les adeptes d'origine rurale, très impliqués dans les rituels de possession. J'ai eu tout le loisir d'observer les trances, leur désordre apparent, leurs régularités sous-jacentes. En les étudiant, j'ai décidé de mettre de côté les interprétations qui mobilisent le concept de « résistance ». En effet, si elles ont aidé à formuler des hypothèses concernant le « pourquoi » les esprits possesseurs s'en prennent à telle ou telle personne, elles laissent en suspens la question de « comment les choses se font ». De plus, la thèse de la résistance, à la suite de Ian M Lewis, (dont la proposition centrale est que chaque personne touchée par la possession est dans une position d'infériorité sociale) ne permet pas d'intégrer les rituels de possession qui se déroulent dans les quartiers aisés voire très riches. Or ces rituels existent et je tenais impérativement à les intégrer à la réflexion, persuadée qu'ils jouaient un rôle important dans l'architecture globale du culte voué à la sainte.

J'étais donc face à une sainte du XIII^e siècle au culte très actif, autour de l'an 2000. Une sainte dont la réputation oscillait entre celle de femme légère et d'incarnation de la pureté. Avec ses deux lieux de cultes, l'un proche de la vieille ville, du pouvoir et du grand sanctuaire de la Shadhiliya, l'autre à la campagne devenue banlieue. Et dans chacun de ces lieux, un dédoublement entre un rituel féminin le jour avec musique et trances de possession, et un rituel masculin le soir, avec *dhikr* (remémoration divine) et récitation coranique.

L'ambition de mon étude a justement été de considérer ces différents groupes en présence, et de voir comment ils s'organisent et s'articulent les uns aux autres dans le contexte précis du culte des saints. La sainte incarne les valeurs et les références de divers milieux sociaux qui, ce faisant, la réinventent.

Loin d'isoler le personnage central de ce travail, mes observations m'ont progressivement conduite à l'envisager comme élément d'un système complexe, qui réagit et est modelé par l'environnement social, urbain et religieux. De plus, vouloir contenir l'étude du rituel de Saïda Manoubiya dans le cadre strict de ses deux sanctuaires m'est vite apparu artificiel si je tenais compte de la multitude d'indications qui pointaient dans d'autres directions. Ainsi, la thématique de l'appropriation de la sainte s'est enrichie grâce aux fils que me proposaient les visiteuses, m'invitant souvent à la visite d'autres saints, voire à des cérémonies domestiques. L'ensemble des pistes de recherches m'a fait circuler entre des foyers d'une extrême modestie et des maisons très luxueuses. Le souci de vouloir rendre compte de cette réalité m'obligeait à ne pas circonscrire l'objet d'étude à un milieu précis.

C'est en analysant le culte dédié à Saïda Manoubiya par le prisme des autres rituels religieux avec lesquels il est en contact, que mon objet de recherche a pris de l'épaisseur.

Sans se dissoudre dans la multiplicité des rituels liés au culte des saints à Tunis, c'est au prix de ces quelques détours qu'il a révélé son sens.

C'est donc en sortant de la *ḡāwīya* que j'ai compris l'importance des affiliations multiples qui se jouaient dans le cadre des *hadbra-s* dédiés à la sainte. C'est particulièrement par le biais de la transe de possession que j'ai pu analyser les caractères de médiation et d'opérateur de communication. La possession est envisagée ici comme un fait révélateur des structures et des processus sociaux.

J'ai tout d'abord montré que le fait de se rendre dans un sanctuaire ne présume pas de l'affiliation spirituelle. Les femmes qui rendent visite à Saïda Manoubiya sont certes toutes appelées « filles de Saïda », mais rares sont celles qui ne lui associent pas une autre appartenance. Ensuite, dans le cadre de la possession, je me suis rendue compte que les affiliations ne sont pas exclusives. Démêler ces différentes affiliations fut l'un des enjeux de ce travail. En introduisant la dimension d'une appartenance identitaire, soit-elle régionale, historique ou même affective, il apparaît que les multi-affiliations sont une manière de rendre des saints présents, des saints qui n'ont pas d'espace construit, défini, dans la capitale.

J'ai démontré que le culte de Saïda Manoubiya permet, grâce à un jeu d'intérieur/extérieur, d'intégrer des populations d'origines rurales à la capitale, en même temps qu'il refonde l'identité historique d'un groupe qui se perçoit comme Tunisois. Pour percevoir ce jeu d'intérieur/extérieur il a fallu analyser les interactions rituelles plus larges, qui se déploient au-delà du cadre du culte de cette sainte particulière. Pour ce type d'analyse, l'étude d'un seul culte était par essence trop sélective.

ÉCARTS PAR RAPPORT À LA LITTÉRATURE ET APPORTS DE LA THÈSE

Je mesuré, au fil de mon travail, la nécessité absolue d'un temps d'observation long. Ce n'est qu'à cette condition que des catégories tenues comme évidentes, peuvent être affinées et nuancées. Ainsi, au début de mon terrain j'avais en tête un modèle qui distingue fondamentalement le personnel des sanctuaires (détenteurs de *baraka*) et les adeptes, sur la base de leur ascendance spirituelle et donc de leur rapport au monde des esprits². D'un côté les descendants du saint, de l'autre les laïcs. Pourtant, la distinction s'efface lorsque le personnel entre aussi en transe, et que les adeptes peuvent eux-mêmes, transmettre la *baraka*. Les uns comme les autres, sous certaines conditions, peuvent être des médiateurs entre le monde des humains et celui des saints et des esprits. Mais seule une observation répétée, une présence longue dans un même lieu permet de saisir des variations fines et leurs récurrences, qui deviennent ainsi signifiantes.

Un de aspects de ce travail a été justement de mettre en lumière la fluidité des positions dans les sanctuaires, et qu'une adepte peut, par le biais de la possession, sous certaines conditions, avoir accès aux visions et à la parole

2. E. Gellner, 1969.

d'un saint. Les conditions préalables à cette « prise de parole » sont tout d'abord, la maîtrise des trances de possession par la pratique répétée, et le *kbidmat Allah*, le travail pour Dieu, qui consiste très concrètement à se mettre au service d'un saint ou de la sainte, c'est-à-dire à donner de sa personne en servant les gens dans les sanctuaires. C'est à ce prix qu'il sera possible de passer de la transe dansée du *jinn* à la transe parlée du saint.

Une autre contribution de ce travail a été de montrer que cette sainte permet la mise en relation d'espaces différents. Ainsi, l'association entre Saïda Manoubiya et des saints locaux ou universels lors des trances de possession est une mise en relation d'espaces différents et de temps différents. Pour les femmes récemment arrivées à Tunis, il s'agit du rapport entre ville et campagne, tandis que pour les Tunisoises, il s'agit de créer un lien, par le biais de la sainte, entre passé et présent. Saïda Manoubiya agit donc comme une frontière et comme une passeuse à la fois. Il est possible de passer par elle pour traverser une frontière, mettant ainsi deux espaces en communication, qu'il s'agisse d'espaces régionaux, d'espaces imaginaires, ou d'espaces sociaux.

Il y a cependant une exigence contemporaine pour que son culte perdure : que la grande sainte Saïda Manoubiya soit associée à un saint homme. Cette association est explicite lors des rituels nocturnes de *dhikr*, quand la célébration de la sainte permet d'accéder au saint Sidi Bel Hassen ou de manière implicite lors des rituels de *badbra-s*.

La pérennité du culte de Saïda Manoubiya n'est donc pas à chercher dans les aspects formels tels que le lieu, les chants, les trances, mais dans les imbrications, dans les *conditions de l'action*. Quels sont les éléments préalables à l'action, à l'efficacité de la sainte ? Il est insuffisant de dire que c'est une sainte qui rassemble et qui, en ouvrant à toutes les portes de son sanctuaire permet l'intégration à la ville. Le plus important est de comprendre comment cela se passe. Ce caractère de passeuse, tient à une histoire qui l'extrait d'une localité unique pour l'intégrer à deux lieux distincts. Mais cette multiplicité de localisation n'est pas comparable à celle de Saïda Zeinab (qui se trouve à la fois au Caire et à Assouan), ni à celle de Lalla Mimouna au Maroc (que l'on retrouve dans plusieurs localités indépendantes les unes des autres). Dans le cas de Saïda Manoubiya, la sainte est célébrée dans deux localités proches, entre lesquelles s'opèrent des allers et venues, des échanges, des liens. Nous sommes donc bien en présence d'appropriations variées d'une même sainte par des milieux différents, mais les différences sont ici concomitantes et simultanées.

Dans le dernier chapitre je me suis intéressée aux tensions intrinsèques entre le confrérisme et culte des saints et le réformisme, soit-il laïcisant ou islamisant, qui sans être propres à la Tunisie, permettent de contextualiser le culte de cette sainte dans l'histoire religieuse du pays.

En guise de conclusion j'évoquerai une des pistes de recherche qui s'ouvrent à l'issue de ce travail. Tout d'abord, il serait tout à fait judicieux de comparer le culte de Saïda Manoubiya avec ceux d'autres saintes du monde musulman, notamment les saintes orientales. Mais c'est un autre chemin qui mobilisera dans un premier temps mon attention :

Comme je l'ai montré dans ce travail, le culte des saints en Tunisie est une forme de religiosité qui a une place importante parmi les pratiques religieuses des habitants de

Tunis. Cependant, il est certain qu'il bénéficie d'un contexte culturel qui lui est bénéfique, en terme de patrimonialisation. L'étude de ces rituels religieux, hors du cadre religieux, notamment dans des lieux profanes tels que des salles de spectacle ou des hôtels, me semble être une piste fructueuse. D'une part, cette étude permettra d'analyser la ou les relations entre religion, patrimoine et représentation de soi, et d'autre part, elle nous donnera des indications sur la malléabilité des concepts de licite et d'illicite, qui sont présentés par les adeptes et participants comme des invariants fondamentaux.

BIBLIOGRAPHIE

- CLANCY-SMITH, Julia, «The house of Zeinab : Female Authority and Sainly Succession in Colonial Algeria» in N. Keddie & B. Baron (éds.), *Women in Middle Eastern History*, New Haven and London, Yale University Press, 1992, p. 254-274.
- «The Sheikh and his Daughter : Coping in Colonial Algeria» in E. Burke (éd.), *Struggle and Survival in the Modern Middle East*, London, N.Y, I.B. Taurus, 1993.
- CRAPANZANO, Vincent, *The Hamadsba : a study in Moroccan ethnopsychiatry*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1973.
- DERMENGHEM, Emile, *Le culte des saints dans l'Islam maghrébin*, Paris, Gallimard, 1982 (1ère éd. 1954).
- DHAOUADI, Zouafer, « Femmes dans les *zaouia-s* : la fête des exclues » in *Peuples méditerranéens*, n° 34, janvier-mars 1986, p. 153-162.
- DOUTTE, Edmond, *Les marabouts*, Paris, 1900.
- MELLITI, Imed, *La Zaouia en tant que foyer de socialité : le cas des Tijanniya de Tunis*, Thèse de 3e cycle, Université de Paris V, René Descartes, 1993.
- MERNISSI, Fatima, « Women, Saints and Sanctuaries », *Signs*, vol. III, 1977, p. 101-112.
- MOULIÉRAS, A., *Le Maroc inconnu. Étude géographique et sociologique*, Paris, Challamel, 1899.
- RAGHIB, Youssef, "Al-Sayyida Nafisa, sa légende, son culte et son cimetière" in *Studia islamica*, n° 44, 1976 : 61-86.
- REYSOO, Fenneke, *Pèlerinages au Maroc*, Neuchâtel, Institut d'ethnologie, Paris, Editions de la MSH, 1991.
- WESTERMARCK, E. *Survivances païennes dans la civilisation mabométane*, Paris, Payot, 1935.

L'art des poètes chanteurs A'bid Ghbonten du Sud tunisien comme pratique et comportement spectaculaire organisé

Mahfoudh BEN ABDELJELIL

*Thèse de doctorat en ethnologie, école doctorale
"Esthétique, sciences et technologies des arts", option
"Théâtre et danse", sous la direction de Jean-Marie Pradier,
à l'Université de Paris VIII, soutenue en février 2003.*

Dans cette recherche, nous avons porté notre attention sur une forme traditionnelle d'art du spectacle, fait de poésie chantée et de danse, et perpétuée par des artistes appartenant à une communauté noire du Sud-Est tunisien, les A'bid Ghbonten¹. Ils animent, notamment, les mariages des familles issues de la confédération tribale des Werghemma (Aouled 'Oun, Ettouazzin, El-Hwaya, Bni Ekhdeh, El Arradh, Aouled Sidi ben A'bid, El-Hrärza) dans le gouvernorat de Médenine et ses alentours, jusqu'à Ben Gardane à la frontière tuniso-libyenne.

Ces poètes chanteurs, danseurs et musiciens sont des artistes professionnels qui interviennent à la demande et contre rémunération, dans le cadre des rassemblements festifs : soirées et nuitées sont composées de chants, de poésie, de jeux mimiques et de danses. Leur spectacle proprement dit s'organise autour de trois éléments principaux : le *mouqef* (poésie chantée), les danses et le *tassfir* (l'opération du don). Elles ne sont pas payées par la famille d'accueil, mais par l'argent de l'assistance et du public grâce à ces dons d'honneur. Pour les populations rurales du Sud tunisien, cette forme d'expression artistique constitue une part notable de leur héritage culturel². Elle jouit cependant d'un statut particulier, celui d'être attendues par les spectateurs, et d'avoir une signification sociale pour les participants eux-mêmes.

Ces poètes chanteurs, répartis entre plusieurs troupes, ont en effet une organisation sociale et artistique spécifique. Une troupe A'bid Ghbonten est nommée localement *tâjfa*. Cette *tâjfa* se compose du *raïs* (maître) — ce qui n'est pas sans rapport avec le langage des marins dont ces artistes s'inspirent —, et des *bahrya* (marins ou matelots) qui ne sont autres que les chanteurs ou choristes. Chacune des *tâjfa* comprend aussi un joueur de *gasaa* (tambour) et un crieur à gage. Le *raïs*, chef de la troupe, doit être poète et chanteur à la fois. Il lui revient de composer et d'arranger tous les poèmes qui seront chantés par sa troupe au cours des différentes manifestations. Véritable patron, le *raïs* détient l'autorité d'intervenir aussi bien sur le plan artistique que dans l'organisation pratique. Il jouit de privilèges symboliques et matériels. D'une part, la troupe porte son nom. D'autre part, il reçoit en général, le tiers de l'argent gagné à chaque prestation, les deux tiers restants étant partagés par les autres musiciens, à part égale. Or, cette répartition des gains est calquée sur celle des pêcheurs. Le modèle maritime dont s'inspirent ces groupes d'artistes ne s'arrête donc pas à la dénomination de *raïs* et de *bahrya*.

Par ailleurs, si les musiciens A'bid Ghbonten portent ce nom, c'est parce qu'ils appartiennent tous à la communauté noire installée à El-Gosba, une bourgade de la région de Médenine. Ils ne peuvent être ni d'un autre endroit ni d'aucune autre tribu. En 1999, selon son *'omda* M. Chedli Nwâgi, El-Gosba était composée de 615 maisons, 596 familles, soit 2 929 personnes (1 494 hommes et 1435 femmes). De fait, cette communauté villageoise est déterminée, à la fois, par les traits physiques des individus qui la composent, par sa localisation spatiale et par son histoire : "A'bid" désigne des personnes dont la peau est sombre ou noire, probables descendants d'esclaves d'origine subsaharienne ; "Ghbonten", en revanche, est le nom d'une tribu blanche, l'une des tribus de la confédération des Werghemma. Leur appellation tire donc sa signification de l'annexion des A'bid à la tribu Ghbonten. En arabe littéraire et dialectal, pour marquer l'origine ou la possession, la préposition "de" n'est pas nécessaire pour signifier "esclaves de la tribu". Le nom de cette population sous-entend bien une origine servile et une annexion antérieure à d'anciens maîtres. Par ailleurs, cette collectivité rurale vit dans un espace restreint où se dessinent des regroupements sociaux traditionnels. Administrativement, El-Gosba est une *'imâda* (secteur) depuis mars 1981, avec une surface de 85 km², une école primaire, un petit hôpital et un bureau culturel fermé la plupart du temps. Les musiciens ont pris l'habitude de séjourner à Médenine durant la saison des fêtes estivales, pour être plus facilement en contact avec leurs clients du Sud-Est tunisien. A cette fin, ils se rassemblent chaque jour dans un endroit connu de tous.

L'APPORT D'UNE APPROCHE ETHNOSCÉNOLOGIQUE

D'un point de vue empirique, notre recherche est fondée sur le travail d'enquête commencé au cours de l'été 1998 à El-Gosba. Durant ce premier contact, nous avons pu analyser les formes artistiques présentées par les poètes chanteurs. L'approche ethnoscénologique que nous avons adoptée, est une discipline récente et définie, dans la première partie de notre thèse, comme une orientation théorique dont l'objectif est d'étudier les pratiques performatives des diverses communautés culturelles du monde entier, sans retenir les critères qui fondent la théâtralité des formes occidentales souvent prises pour référent. D'un point de vue pratique, la nature même de cette approche exige le recours à des disciplines multiples et à des procédures différentes³. Partant de ces outils conceptuels, nous avons pris conscience, progressivement, des dangers découlant de l'ethnocentrisme, en particulier dans sa relation à la culture et au monde du spectacle. La définition du "spectaculaire" apparaît comme un problème majeur recouvrant des notions complexes, d'où découle l'erreur principale de la synecdoque comme procédé consistant à prendre la partie pour le tout ou le singulier pour le pluriel.

Le travail ethnographique proprement dit a été réalisé pendant l'été 1999, lors d'un séjour de deux mois à Sidi Makhoulouf, distant d'El-Gosba de 6 km⁴. Ce séjour dans la région nous a permis de réunir des données et de réaliser plusieurs documents audiovisuels. Pour concrétiser notre projet d'"observateur-participant" nous avons pu trouver un "introduceur" auprès des groupes concernés. Cependant, la négociation est une donnée récurrente qui accompagne la progression de toute enquête.

Au départ, notre participation se limitait à un effort de socialisation. Il nous fallait rencontrer les membres des troupes A'bid Ghbonten, parler avec eux, leur expliquer notre projet sans chercher à les entretenir d'un sujet précis. Il nous fallait donc, nous mêler à leurs conversations et être présent lors de leurs répétitions. Dans la première étape de cette procédure d'insertion, nous avons commencé par nous rapprocher de nos voisins de Sidi Makhlof. Après quelques jours, nous avons pu gagner la confiance de certains d'entre eux : ils nous ont invités à partager quelques moments de leur vie quotidienne. Ces nouveaux amis ont aussi pris part à notre travail, en nous facilitant les contacts, en obtenant des rendez-vous avec les gens qu'ils estimaient être de bons informateurs, allant même jusqu'à organiser des rencontres chez eux. Ils se sont renseignés pour trouver des mariages où nous pourrions observer les artistes A'bid Ghbonten. Avec le temps, leur aide nous a permis d'évoluer vers une participation plus active. Cependant, la nature et le degré d'implication ont été variables selon les situations. Cela dépendait, en effet, des fractions de tribus et des familles auprès desquelles nous enquêtions, des troupes et de la personnalité de leurs chefs (*raïis*) ainsi que celle de notre accompagnateur (son statut social et moral). De plus, cette participation se cantonnait à la fête et ne touchait pas au travail des poètes chanteurs, à l'exception des quelques moments où notre matériel d'enregistrement audiovisuel nous a permis d'être associé au spectacle.

En tenant compte des difficultés méthodologiques qui concernent la relation qu'entretient le chercheur avec ceux qu'il observe, nous pouvons dire que l'observation directe et les entretiens représentent les principaux matériaux sur lesquels est fondée notre analyse. La constitution d'une documentation audiovisuelle est une source complémentaire, indispensable à notre recherche. Les séquences filmées nous ont permis de vérifier certaines données, notamment, les paroles des chansons, les danses, la synchronisation entre les membres et d'autres éléments de l'organisation du jeu. Cet outil nous a permis, également, de visionner les séquences des réunions de femmes, filmée par mon épouse, pour lesquelles je n'avais pas droit d'accès. Enfin, je me suis efforcé de concilier deux types d'analyse, propres aux ethnosciences, l'une externe – ou académique – l'autre interne. Cette dernière a pour fondement le discours des praticiens eux-mêmes : il s'agit d'étudier au plus près leurs attitudes, leurs comportements, leurs usages de travail... et de respecter leurs énonciations. Grâce à cette attention globale portée aux artistes, les données ethnographiques que nous avons pu dégager, nous autorise à situer notre objet, comme à décrire une forme d'apprentissage artistique et une forme de spectacle.

APPRENTISSAGE ORAL ET TRANSMISSION FAMILIALE

Pour devenir musicien A'bid Ghbonten, il ne suffit pas d'être membre de la communauté et d'habiter le village d'El-Gosba. Cela suppose aussi une initiation. Les A'bid Ghbonten commencent leur apprentissage en observant. L'assimilation du répertoire et le développement de la technique requièrent des années de pratique assidue. Dès qu'ils deviennent capables de jouer, de chanter ou de danser, les enfants motivés se joignent à leurs aînés et sont encouragés à exercer leurs talents en public. Pour certains, plusieurs années d'instruction sont nécessaires afin de

mémoriser les chants, les danses et la percussion. Cet apprentissage est donc exclusivement oral et peut avoir lieu d'abord en famille puis lors de cérémonies. Si la plupart des jeunes gens du village sont motivés pour apprendre cet art, rares sont ceux que l'on sélectionne. En général, le futur membre d'une troupe est de la même famille que le *raïis*. Ainsi, ce système de transmission favoriserait la constitution de dynasties de chanteurs, à l'intérieur de certaines familles.

L'analyse de la composition sociale des six troupes A'bid Ghbonten montre comment la capacité de création se transmet de père en fils, devenant quasi héréditaire. A la question de savoir comment on devient poète, et comment on arrive à composer des poèmes, l'un des artistes nous répond qu'il s'agit d'un don de Dieu. La plupart du temps, il ajoute que son père ou son grand-père était lui-même un grand poète. Les exemples illustrant l'idée que la tradition poétique est un "héritage" familial abondent dans toutes les troupes (familles Tlich, Debouba, Kanoun, El-Khoff). C'est ainsi que le *raïis* Ali Tlich a succédé en 1944 à son frère Fitouri Tlich, poète connu à l'échelle nationale⁵. De même, lorsque, en 1986, le *raïis* Hédi Kanoun prend sa retraite après une longue période d'exil à Tunis où il travaillait comme cuisinier, il remplace au village son oncle Belgassem Kanoun. De la même famille, le chanteur Mehdi Kanoun, âgé de 28 ans, est le plus jeune chanteur de toutes les troupes. Il nous a dit qu'il a cet art "dans le sang", car il lui a été transmis par une chaîne familiale : son grand-père est le grand poète Belgassem Kanoun et son oncle, le *raïis* Hédi Kanoun. Le *raïis* Joumâa Ben Mas'oud Zarâna El-Khoff a commencé, quant à lui, à 18 ans en 1957 comme chanteur dans la troupe de son oncle Mohamed El-Khoff. Il succédait alors à son oncle. IL est devenu, depuis, le chef de la troupe. Il serait de coutume que les artistes essaient de garder distinctement la tradition poétique dans leur famille. Un poète chevronné dans une famille trouve toujours une grande satisfaction à "léguer son talent" aussi bien que sa production poétique à un membre de sa famille.

UNE POÉSIE VERSIFIÉE ET CHANTÉE

Une place à part est réservée dans notre étude à la poésie étant donnée la place privilégiée qu'elle occupe dans la performance des A'bid Ghbonten, ainsi que la renommée qu'elle leur procure. Nous l'avons tout d'abord considéré en tant que telle : il s'agit à la fois d'une poésie chantée et d'un élément essentiel de la performance artistique. Nous l'avons ensuite replacée dans le cadre plus général de la poésie orale tunisienne qui est une tradition nourrie par l'imagination et par la verve des "gens du peuple". L'analyse que nous en avons faite se fonde essentiellement sur le corpus des textes que nous avons pu réunir, en nous référant aux propos et aux explications des maîtres-poètes.

Cette poésie versifiée, élaborée dans sa nature même pour être chantée, est aussi modelée et mesurée pour être exécutée sur un air mélodique qui découle d'une connaissance rythmique particulière maîtrisée par les chanteurs par apprentissage oral. C'est ainsi que les chanteurs interprètent aisément tous les poèmes de leurs *raïis*, avec une maîtrise des mouvements et des mélodies. Selon le contenu des textes étudiés et dans les propos des poètes, la description de la nature et de la vie nomade, la chronique des événements sociaux et politiques, voire la critique de

l'époque ou l'appel à la morale, sont autant de thèmes récurrents. Mais c'est avec une précision remarquable de l'événementiel qui marque leur génération que les A'bid Ghbonten expriment une sensibilité collective.

Cette poésie qualifiée d'*el-waqet* (sur le temps⁶) abordent les transformations sociales, culturelles et environnementales qui touchent leur société dans toutes ses composantes. Ces transformations sont également évoquées dans la poésie bédouine traditionnelle où les modes de vie anciens sont perçus avec nostalgie, comme relevant d'un âge d'or à présent révolu. Cette dimension est très présente dans la poésie dite de *naja'* (poésie de la tribu nomade) et dans celle qui décrit la nature (thèmes du Sahara ou désert associé à celui du chameau, du cheval, et du courage, etc.).

Les poètes A'bid Ghbonten sont réputés également pour leur poésie symbolique dite "*esche'r el-mardoum*", soit une poésie à mots couverts et à double sens, l'un littéral, l'autre, métaphorique, qui constitue la vraie cible du poème. D'une façon générale, les poètes qui abordent des thèmes politiques, déplorent ce qu'ils considèrent comme la ruine de la civilisation maghrébine : l'opposition à l'occupation française y est indirectement exprimée. D'autres événements qui se sont produits après la conquête ont inspiré notamment le talentueux Fitouri Tlich (mort en 1943), ainsi que le *raïs* Mabrouk Ettoumi (né en 1927).

LE MARIAGE COMME CADRE DE LA PERFORMANCE ARTISTIQUE

Parmi les coutumes des populations rurales, les festivités organisées à l'occasion d'un mariage (ou *farb'*) sont les plus importantes dans la mesure où elles sont rythmées par de nombreux rituels et par des soirées musicales. En tant que fondement de l'organisation sociale, cette fête villageoise est aussi la plus longue. Dans le Sud-Est tunisien, le mariage dure trois jours, il connaît son aboutissement la veille de la consommation du mariage ou nuit de noces (*lillet el'erss*). Celle-ci est, par excellence, la nuit des grandes réjouissances. Dans tous les villages et chez toutes les familles du gouvernorat de Médenine, il ne se passe pas de mariage sans contribution musicale des A'bid Ghbonten : c'est la plus grande fête, offerte par le marié qui assure ainsi la publicité du mariage. Ce jour-là des hommes et des femmes viennent, en un flot continu, de toutes les directions. Les A'bid Ghbonten, quant à eux, arrivent dans l'après-midi. En chemin, avant qu'ils n'arrivent à la maison, leur joueur de *gassâ* fait entendre les battements sourds de son tambour⁸ : *el'erss yodbrob* (le "mariage frappe")... Que la fête commence ! Néanmoins, le son, le rythme et le signe verbal ne peuvent être énoncés artistiquement que dans un espace organisé qui détermine le cadre et les limites du spectacle. Pour les A'bid Ghbonten, la fête est un "décor total". Leur rôle n'est pas d'animer un espace mais de faire vivre un rassemblement, d'offrir un "beau" spectacle au public qui regarde et agit en même temps. Ce critère de qualité réside autant dans les thèmes abordés que dans la performance et l'harmonie corporelle des chorégraphies.

Dans chaque fête de mariage, à la tombée de la nuit, on peut observer que les invités se rassemblent devant la future demeure des jeunes mariés, en un lieu découvert et sur des nattes disposées en cercle. Ce cercle formé par les assistants est éclairé au moins sur un des côtés, soit par des lampes ou, plus rarement, par des grandes torches électriques. Cette

mise en scène est conforme à la tradition. La future épouse, suivie d'un grand nombre de ses amies, se place avec ses demoiselles d'honneur sur un des bords du cercle au centre de l'espace consacré aux femmes, derrière le joueur de *gasaa*. Toutes les autres femmes se placent à côté d'elles : elles sont assises par terre, sur plusieurs rangs, face aux hommes, de telle sorte que le *werrâch* (ou annonceur des dons) puissent s'adresser à elles pour susciter leur approbation par de vibrants youyous. Les hommes de l'assistance sont également assis par terre, de l'autre côté du cercle tout en laissant un espace vide de chaque côté où les enfants prennent place. Le centre du cercle est réservé à l'arène des artistes. L'organisation de l'espace est ainsi conditionnée par la séparation des sexes et des générations. Néanmoins, l'espace consacré aux hommes est plus grand que celui consacré aux femmes. A la différence des femmes, les hommes sont libres de se déplacer durant la soirée qui peut durer jusqu'au matin.

Devant les femmes, se place d'abord le joueur de tambour qui annonce la fête. Accroupi et regardant du côté des hommes, il frappe sur son instrument posé au sol selon un rythme spécial. Ce rythme a pour fonction d'informer les gens du voisinage et les invités que la veillée va commencer et qu'il est temps de venir prendre place. Raïs et chanteurs, en tenue traditionnelle (habits de nomades, capes de laine et sacoches), entrent ensuite dans le cercle, tout en excitant la générosité des donateurs par des cris et le jeu du *tassfir*.

Dès leur entrée, selon le rituel, les A'bid Ghbonten entament une chanson de bénédiction durant laquelle ils font rapidement le tour du cercle : "*Avec le nom de Dieu on commence en demandant qu'il nous bénisse tous, ce soir*". Pour toute introduction, cette *basmala* (prononciation du nom de Dieu) est nécessaire pour que la bénédiction divine soit associée à l'acte profane. Ce premier poème est court. Après quelques minutes, les chanteurs enlèvent leurs sacs et leurs capes et les déposent derrière le joueur de tambour qui continue à frapper sur son instrument, accroupi sur une natte. Le passage aux premières parades de danse appelées *raïâdhi* (adoucissement) se fait avec une rapidité remarquable, les mouvements du corps faisant ressortir un véritable faisceau de couleurs. C'est alors que les chanteurs se transforment en danseurs. L'écriture visuelle qui s'inscrit dans un espace mouvant, est faite de gestualité, embellies par les costumes. Les danseurs, vêtus de longues houppelandes très blanches, la tête toujours recouverte du *litham* et un long bâton dans la main droite, prennent un foulard dans la main gauche. Ils se divisent pour se diriger dans le cercle du côté des hommes, tout en regardant vers l'autre côté, en direction du joueur de *gasâa* et des femmes placées derrière lui ; puis ils reviennent en dansant. Quand ils se rapprochent du tambourin, ils avancent et reculent en ligne en sautant plusieurs fois sur un pied. Ces mouvements d'attaque et de repli sont répétés de nombreuses fois.

DIFFÉRENTES FIGURES DE DANSE OU RAGSÂT

Si les parades s'inscrivent toujours dans le cercle, d'une danse à une autre, les figures (ou *ragsât*) sont différentes. Dans l'une, les danseurs multiplient le retournement en cercle et autour de soi. Dans l'autre, ils avancent en sautant sur un seul pied, l'autre pied montant et descendant en

synchronie avec le soulèvement du foulard et le mouvement de la canne dans l'air. Dans une troisième danse, ils insistent sur le jeu des foulards qu'ils agitent. Ils peuvent enfin avancer tout en pliant les genoux et en faisant glisser les pieds sur le sol. Dans un entretien, le raïs Embarek El-Khoff a pu dénombrer six figures de danse :

- *Ragset el-bareb* "ou danse de guerre" qui est courte ; "*Les danseurs y multiplient les agitations en remuant les foulards rouges qu'ils tiennent dans leurs mains et en multipliant les demi-tours*" ;
- *Ragset rjel* ou "danse sur un pied" ;
- *Ragset-el-mârda* ou "danse consistant à ramper" ; les danseurs avancent ainsi vers le tambourinaire, en ayant plié les genoux et en glissant les pieds très collés au sol ;
- *Raqset-ed-doûra el-kâmla* ou "danse de tour complet" ; tout en avançant, les danseurs multiplient les tours.
- *Ragset et-tachbîra* ou "danse d'indication" se caractérise par un jeu de cannes, tenues comme des fusils ;
- *Ragset et-tabiya* ou "danse de salutation" qui s'exécute devant le joueur de tambour en faisant des tours à droite et des tours à gauche ; les danseurs finissent par frapper le tambour avec leurs cannes tous en même temps pour clôturer l'action de chant et de danse et laisser place au *tassfir* (don d'honneur).

Ces différentes figures, à l'esthétique simple et efficace, font l'objet de l'admiration du public car elles sont exécutées dans un ensemble parfait. Les A'bid Ghbonten sont en effet très performants dans leurs mouvements de tourneurs "tourbillonnants" et dans leurs mesures rythmiques. Les mouvements de leurs amples costumes de couleur blanche se marient à merveille avec les différentes trajectoires des corps dansants. En effet, les danseurs qui sont entre huit et dix arrivent, avec une distribution équilibrée, à occuper tout l'espace et à s'approcher de tous les spectateurs. Cependant, ces artistes passent de la danse au poème chanté appelé *mouguef*, soit directement soit après un arrêt marqué par l'opération des dons.

LE MOUGUEF

Quand le chef de la troupe et les autres chanteurs s'ordonnent en deux lignes droites, ils commencent à chanter un premier *mouguef*. Toujours vêtus de longues tuniques blanches en coton, ornées sur les épaules ou autour du cou d'un foulard rouge, ils tiennent une canne dans la main droite. Ils chantent ce poème en faisant le tour du cercle. Comme l'exige la tradition, leur point de départ est proche du tambourin, sur le côté droit de l'arène où les chanteurs se divisent en deux groupes. Le maître, accompagné des trois ou quatre meilleurs chanteurs de sa troupe (parmi les plus grands et les plus élégants⁹), se met en avant pour commencer. A l'arrière, un deuxième groupe composé de trois autres chanteurs reprend en chœur les refrains ou les derniers vers d'un couplet. Quant au tambourinaire, il reste alors accroupi sans jouer de son instrument.

Le raïs et ses meilleurs chanteurs, alignés, commencent par chanter deux ou trois fois le premier refrain qui est souvent un tercet. Puis ils chantent la première strophe, généralement un sizain dont les vers riment ensemble. Ensuite, et pendant que ces derniers avancent vers un autre groupe de spectateurs, le deuxième groupe, celui des choristes, reprennent soit les deux derniers vers soit chantent

un nouveau refrain qui sépare les strophes puisque, la plupart du temps, le poème est composé de trois à cinq strophes (*jorrada*). Entre une strophe et une autre, il y a toujours un refrain désigné *mkab* dans leur lexique interne. Les *mkab* qui séparent les strophes riment aussi entre eux et seront chantés seulement par les *chaddâda*, (choristes ou répéteurs des refrains).

Le chant s'exécute avec un mouvement circulaire, en sens contraire des aiguilles d'une montre et avec une répartition originale dans l'espace. Les chanteurs entament le chant du côté droit du cercle et le terminent du côté gauche. Ils chantent en avançant en harmonie et en marquant un temps devant les différents groupes du cercle de spectateurs. Quand le premier groupe marque un temps fixe durant lequel il se retourne vers les spectateurs et chante une strophe. Au moment où le deuxième groupe reprend le refrain ou les derniers vers, le raïs et ses compagnons font délicatement des pas synchronisés en avant pour s'arrêter à quelques mètres devant un autre groupe de spectateurs : ils enchaînent alors la strophe suivante... et ainsi de suite. Cette procédure se répète jusqu'à l'autre bout du cercle, le poème devant être entièrement chanté à la fin de la boucle. Ils terminent donc le dernier refrain devant le tambourinaire qui constitue ainsi le point de départ et le point d'arrivée de chaque prestation. Les A'bid Ghbonten n'utilisent pas de microphones ni d'amplificateurs de sons, ni aucun autre type de matériel moderne. Ils comptent seulement sur l'union et la complicité de leurs voix puissantes.

Les critères esthétiques reconnus explicitement et souvent cités dans les entretiens sont la puissance de la voix, le vibrato, l'emploi judicieux de trémolos et autres embellissements dans la mélodie, ainsi que la valeur morale des paroles. Chaque poème est chanté avec un rythme propre et avec un aspect mélodique et vocal fondé essentiellement sur la parole et sa métrique, lié aux sens des mots et des thèmes, et inspiré des différents airs du chant de la tradition.

Cependant, les A'bid Ghbonten ne limitent pas leurs performances à celle de leurs voix. Ils chantent avec une gestuelle : leurs mouvements s'intègrent dans une poétique qui associe gestes des bras et de la tête, mimiques, regards particuliers, et énoncés.

Cette expression corporelle se fortifie avec la danse. Ainsi, à chaque fois qu'ils terminent de chanter et, pendant que les youyous les remercient, les A'bid Ghbonten se portent rapidement (et avec joie) du côté du cercle opposé à la fiancée ; de là, ils se mettent en ligne pour entamer une nouvelle danse. Du *mouguef*, les chanteurs passent généralement à une danse puis à une séance de *tassfir*. Toutefois, quand le public et les gens qui doivent prendre part à cette opération de dons sont suffisamment nombreux, le lanceur à gages les interrompt et leur demande d'attendre.

ET-TASSFÎR

Après un *mouguef* et une danse, le joueur de *gasâa* donne le signal pour que la troupe s'arrête, laissant place à l'opération des offrandes et des dons d'honneurs, une coutume à laquelle les gens sont attachés. L'importance prise par cette participation du public dans le spectacle entretient la réputation des A'bid Ghbonten. C'est également l'une des raisons qui contribue à ce qu'ils soient toujours sollicités. Quand nous avons demandé la signification du mot *tassfir*, les

intéressés nous ont répondu que le verbe *isaffer* serait synonyme du verbe *ibareb* (appeler à haute voix). En tant que nom, *et-tassfir* signifierait le fait d'annoncer les offrandes faites par les spectateurs aux artistes, en l'honneur de la famille qui fête un mariage. On dit qu'untel "*isaffer*" sur la tête de quelqu'un, cela veut dire qu'il donne de l'argent en l'honneur de ce dernier pour que le lanceur à gage le nomme à haute voix et publiquement. Dans d'autres régions de la Tunisie ces dons d'honneur sont désignés par *tawrich* ou *tachid*. Au cours de noces, partout dans le pays, il faut accomplir solennellement certains dons d'argent. Selon des rites consacrés, les dons sont remis soit aux musiciens soit au mari et à la mariée. Le don d'argent sous forme de collecte pour la famille qui fête un mariage s'appelle *châchia*, pratique qu'on observe encore au Sahel et dans le Nord de la Tunisie. Dans le Sud, on retrouve plutôt le système consistant à remettre des dons d'argent aux musiciens, de telle sorte que ces derniers sont payés non pas par la famille mais par les assistants. Dans la tribu des Ghbonten, cette coutume est vivace à tel point qu'elle détermine le déroulement de toute fête.

Elle requiert toutefois une autre mise en scène. Parce qu'il affiche la grandeur et l'honneur au vu et au su de tous les témoins, *et-tassfir* se réalise avec solennité. Célébration de rites, formation de droits, et translation de biens ; obligation, acquisition et récréation ; devoir, intérêt, et jeu, sont autant d'actes qui forment un contexte favorable pour que les A'bid Ghbonten continuent à se produire en spectacle et à se reproduire. Leur travail de chant, de danse et de proclamation par *werrâch* de la générosité des donateurs continue le plus souvent jusqu'au lever du soleil. La cérémonie prend fin lorsque le jeune marié jette, avec fierté, des pièces de cent millimes sur le tambour. Il s'agirait d'une symbolique signifiant qu'il est satisfait du déroulement de la fête et de la prestation des artistes.

CONCLUSION

L'art des *A'bid Ghbonten* a le pouvoir (reconnu) d'enchanter l'assistance et de laisser un profond souvenir parce qu'il repose sur l'intelligence de l'échange qu'ils génèrent. La communication, dans cette poésie chantée traditionnelle, résulte d'un conditionnement circons-tanciel et culturel qui sculpte, avec le temps, les habitudes et les attentes du public. C'est une communication garantie par une esthétique d'identité qui offre des éléments communs de savoir-faire et de savoir-vivre. L'esthétique de leur spectacle est liée à une faculté d'adaptation à un environnement festif qui provoque de l'émotion. Par la musique et le rythme de leurs verbes et leurs danses, grâce aussi aux timbres de leurs voix, les A'bid Ghbonten suscitent une action collective qui apaise les rivalités sociales. Bien que marginale et oubliée, cette forme d'art traditionnel participe d'une culture vivante qui, selon Jean Duvignaud, n'est qu'une partition où "les vivants contemporains jouent des exercices parallèles sur plusieurs niveaux dont aucun n'est inférieur ou supérieur et qu'il y a diverses manières d'habiter l'existence."¹⁰ En tant que pratique performative, cette forme d'art du spectacle trouve sa place dans l'entreprise de valorisation d'un patrimoine culturel, conçu comme un espace original susceptible d'alimenter la création et la recherche.

NOTES

1. Il n'existe aucune étude ethnologique de la communauté noire des A'bid Ghbonten, à l'exception des anciennes notations, la plupart du temps limitées et anecdotiques, que l'on trouve dans les descriptions ethnographiques d'époque coloniale. Ces quelques documents nous ont servi à analyser les festivités bédouines. Nous signalerons cependant un mémoire de DEA en sociologie, soutenu à la faculté des Sciences Humaines et sociales de Tunis, qui étudie ce groupe social en tant que minorité ethnique marginalisée. Voir : Mohamed El-Hedi Ejouini, *Mojtama'at ly'edbakira moujtama'at lyennesyan*, (Populations pour la mémoire et populations pour l'oubli), Tunis, Cérès édition, 1994, 141 p.
2. Ils se produisent parfois dans les festivals régionaux mais, il s'agit d'une programmation folklorique et elle n'a rien avoir avec une manifestation de participation, une pratique culturelle spontanée et vivante.
3. Jean-Marie Pradier, "Ethnoscénologie : La chaire de l'esprit", in *Théâtre*, coll. Arts 8, Philosophie et Esthétique, Université Paris 8, éd. L'Harmattan, juin 1998, p. 18.
4. Le village de Sidi Makhlouf est situé à 22 km de Médenine au nord et à 70 km de Gabès au sud. Il n'est pas loin de l'île de Djerba qui se situe vers l'est. Il est aussi le chef lieu de la délégation à laquelle est rattachée El-Gosba Cette délégation rassemble 27 327 habitants et s'étale sur 74 350 ha.
5. Le chercheur Mohamed El-Marzouki a publié un *Divan* (recueil de poèmes) en 1976.
6. Le temps ici ne signifie pas la durée et le moment, mais plutôt la période, l'époque et tout ce qu'elle contient de conditions naturelles et matérielles.
7. Dans le dialectal tunisien comme dans l'arabe littéraire le mot équivalent au « mariage » est *el'erss*, mais dans le parler tunisien quand on parle de cette occasion on la désigne aussi par l'expression *d'el-farb*. Le *farb*, originellement et au sens propre, veut dire "la joie". La charge sémantique dans le mot *farb* résume tout ce qu'une fête de mariage signifie pour les Tunisiens. *El-farb*, c'est la joie, la fête par excellence qui se traduit par une rupture de la routine quotidienne par le rassemblement autour de la musique, du chant, de la danse, etc.
8. Le seul instrument de musique utilisé par les A'bid Ghbonten est la *gasâa* ou *edderx*. Cet instrument à percussions cylindrique se compose d'une cuve de bois d'olivier d'une soixantaine de centimètres de diamètre. Cette cuve est recouverte d'une peau de dromadaire, la tension étant renforcée par un système de ficelles. On en joue avec des baguettes, une dans la main droite et une à la main gauche. La *gasâa* aurait autrefois servi aux messages tambourinés. Ainsi, d'un campement à l'autre, on annonçait la venue d'un ennemi ou la perte d'un troupeau.
9. Dans toutes les troupes, les raïs sont de grande taille et d'une élégance remarquables. Quelqu'un qui n'est pas grand et qui n'est pas élégant ne peut pas être chef de *taïfa*.
10. Jean Duvignaud, "une piste nouvelle", in *La scène et la terre: internationale de l'imaginaire* n° 5, Paris 1995, p. 107.

Faire la ville au bord de l'eau. Les lacs de Tunis : d'anciennes marges urbaines à des sites de très grands projets d'aménagement

Pierre-Arnaud BARTHEL

Thèse de doctorat en géographie, aménagement et urbanisme, sous la co-direction de Jean-Paul Bravard et Pierre Signoles, à l'Université Lyon 2, soutenue en novembre 2003.

Au cours des deux dernières décennies, les lacs¹ de la capitale tunisienne, qui étaient demeurés des marges non intégrées à la ville, sont tour à tour devenus les sites de quatre très grands projets d'aménagement. Le retournement actuel est lié à un point de non-retour dans les relations entre la capitale et les Lacs Nord et Sud qui correspondent aux deux parties d'une lagune jadis unifiée. Décharges, rejets, algues asphyxiantes, odeurs nauséabondes, mort de la faune et de la flore..., les préjudices portés à la lagune étaient devenus insupportables pour la ville elle-même. À force de dégradations, les autorités tunisiennes eurent honte du site aquatique de la capitale et se lancèrent dans des travaux d'assainissement très coûteux pour réhabiliter les deux parties de sa lagune, travaux qui permirent de dégager des réserves foncières très importantes gagnées sur les plans d'eau et de mettre fin aux problèmes sanitaires et environnementaux. "Faire la ville au bord de l'eau" est dès lors devenu une opportunité pour les urbanistes de renouer avec le site aquatique en recentrant la vie autour des lacs.

Notre objectif a été d'éclairer la *mise en projet* des lacs qui est l'indice d'une refonte des relations entre la capitale et son site aquatique. En premier lieu, et en préalable à l'analyse proprement dite des opérations d'aménagement, nous avons cherché à décrypter les héritages matériels et idéels qui fondent l'historicité de ce rapport. Ce premier

développement nous a servi à préparer l'analyse des projets d'aménagement en cours, lesquels s'inscrivent dans le fil de cette relation complexe. L'investigation des projets fut ensuite au cœur de notre réflexion. Enfin, nous nous sommes attachés à analyser le passage de la ville projetée à la ville réalisée à l'endroit de l'unique tranche commercialisée, habitée et pratiquée, à ce jour, au bord du Lac Nord. La construction territoriale de ce nouveau front d'eau appelé "Les Berges du Lac" ne fut pas envisagée de façon autonome, mais en étroite interaction avec les territoires existants du Grand Tunis.

Nous montrons ainsi que la réhabilitation et le développement urbain des lacs constitue un tournant dans l'aménagement de la capitale, le point de départ du virage pris par l'État tunisien qui cherche à se repositionner en ouvrant le jeu de la fabrication urbaine aux acteurs privés et internationaux. Les quatre projets traduisent l'expérimentation de modes de faire urbanistiques que nous révélons au fil de ce travail : nouveaux référentiels de l'action, nouveaux systèmes d'action à configuration multipolaire et primat de l'urbanisme de projet sur l'urbanisme réglementaire. Dans le contexte tunisois, la fabrication de la ville autour des lacs est le reflet d'une réforme en cours du gouvernement urbain. Toutefois, le partage du pouvoir initié par l'État demeure étroitement contrôlé. Les dirigeants du pays (et les services ministériels) ont vu l'intérêt qu'il y avait à ouvrir le jeu "par le haut" ; pour autant, les résistances à ouvrir le jeu "par le bas" restent très fortes. Les acteurs locaux (institutionnels et société civile) demeurent peu associés aux différentes négociations qui président aux réalisations. Si renouvellement urbain il y a, la gouvernance urbaine n'est pas encore une réalité à Tunis.

La mise en projet des lacs de Tunis contribue également à une progressive réintégration matérielle et idéelle du site aquatique dans l'ordre et l'identité de la ville, et comble, peu à peu, le déficit de maritimité dont souffrait la capitale. En dépit de certains discours enthousiastes de la part de voyageurs étrangers et de colons français, les stigmates portés par les lacs de la capitale furent tenaces. Les aménageurs et les politiques sont responsables de l'évolution de l'image des lacs. Au regard de leurs discours et des récentes réalisations, l'identité de la capitale est en pleine mutation. Alors que Tunis n'a jamais été une ville de bord de lac, elle devient une métropole tournée davantage vers l'eau. En particulier, l'étude des modes d'appropriation de la corniche réalisée aux Berges du Lac permet de mettre au jour une maritimité contemporaine fondée sur les loisirs et les sports.

1. L'appellation "lac" est clairement une commodité. À l'instar des Tunisiens, nous l'utilisons pour désigner la lagune et les deux sebkhas de la capitale tunisienne. La lagune est située au cœur de la capitale, entre Tunis et La Goulette. Cet écosystème hyper anthropisé est coupé en deux entités distinctes appelées couramment "Lac Nord" et "Lac Sud". La sebkha Sijoumi et la sebkha de l'Ariana sont les deux autres "lacs" : la première est située au sud-ouest de la médina, la seconde au nord de l'agglomération. Une sebkha est une dépression plane fermée très salée, en eau pendant l'hiver, à sec pendant l'été.

Le gouvernement des quartiers populaires. Production de l'espace et régulation de l'espace dans les quartiers non réglementaires de Dakar (Sénégal) et de Tunis (Tunisie)

Olivier LEGROS

Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Pierre Signoles soutenue à l'Université François-Rabelais, Tours, soutenue en décembre 2003.

Souvent dépréciés par l'opinion publique et par les techniciens à cause de leur désordre apparent et de leur prétendue anarchie, les quartiers non réglementaires abritent, au milieu des années quatre-vingt-dix, entre 20 et 70 % des habitants des grandes métropoles des Pays en développement. Examiner le fonctionnement social et politique de ces quartiers construits sans autorisation officielle permet donc de réfléchir aux modes d'intégration politique d'une grande partie des citoyens du Tiers-Monde et par ce biais, d'aborder un aspect primordial du gouvernement des grandes villes en développement. Mais qu'est-ce qu'un géographe peut apporter à une réflexion qui concerne apparemment plus le politique que le spatial ?

Dans une perspective voisine des analyses urbaines menées depuis les années quatre-vingt dans les PED et de celles, récentes, consacrées au rapport espace/politique, cette étude précise la contribution de la production de l'espace (combinaison des actions publiques avec les pratiques des « citoyens ordinaires ») à la régulation politique dans les quartiers non réglementaires des banlieues de Dakar et de Tunis. L'examen s'appuie sur trois catégories d'actions : les politiques publiques liées à l'équipement et à la réhabilitation des quartiers, les pratiques des « citoyens ordinaires » (stratégies résidentielles, production foncière et immobilière, insertion dans le voisinage) et l'encadrement politico-administratif.

Le choix des terrains d'enquête porte sur deux métropoles aux systèmes politiques très différents, de façon à établir des convergences quant aux relations entre production de l'espace et régulation politique : Dakar se caractérise par la fluidité politique propre aux périodes de démocratisation de la vie politique, tandis qu'à Tunis, le

système politique reste marqué par la centralisation du pouvoir et par l'hégémonie du parti au pouvoir. Au contraire des situations politiques, les quartiers étudiés – Yeumbeul (100 000 habitants) dans la banlieue dakaroise et Sidi Hacine (70 000 habitants) dans la banlieue tunisoise - présentent de grandes similitudes : non réglementaires, ils ont été fondés par des néo-citadins disposant de ressources suffisantes pour accéder au marché foncier informel et pour construire en dur. En outre, ces deux localités sont le siège de plusieurs projets de développement urbain, menés respectivement par l'aide internationale avec la collaboration d'ONG (Organisations non gouvernementales), à Dakar, et par l'Etat, à Tunis.

Dans la première partie de cette étude, sont précisées les structures sociales et politiques en place lors de la mise en œuvre des projets de développement urbain au travers de la production de l'habitat non réglementaire, du peuplement des quartiers, des formes locales de socialisation et des modes d'encadrement politique et administratif. La deuxième partie concerne les projets de développement urbain en eux-mêmes, de façon à déterminer pourquoi et comment ils sont capables d'influencer le gouvernement local. La dernière partie analyse la façon dont ces projets structurent le gouvernement des quartiers. Dans ce but, sont successivement examinés la transformation des projets en ressources économiques et politiques par les acteurs locaux, le champ politique local et les dynamiques territoriales liées aux projets considérés.

Au terme de cette étude, il apparaît que la production contribue largement à la structuration du gouvernement dans les quartiers non réglementaires. Dans les premières étapes de la formation des quartiers, le peuplement ainsi que la production foncière et immobilière sont à l'origine de structures sociales et politiques similaires, comme l'interconnaissance (qui résulte notamment des stratégies résidentielles fondées sur le regroupement des familles) et la relation de clientèle (qui garantit la sécurité foncière et, dans certains cas, l'accès aux équipements de base). A l'inverse, les projets de développement urbain impriment des directions divergentes au gouvernement des quartiers. A Dakar, l'implication accrue de l'aide internationale se traduit par une complexification des modes de gouvernement local. Il est d'ailleurs probable que cette dynamique s'accompagne d'une transformation du champ politique, dans le sens d'un renforcement de l'espace de débat public, grâce à l'affirmation de contre-pouvoirs potentiels : les « courtiers du développement » appuyés par l'aide internationale. A Tunis en revanche, la réhabilitation urbaine induit un renforcement progressif de l'« ordre lointain de l'Etat » aux dépens des formes locales de contrôle social.

La comparaison Dakar/Tunis aide également à comprendre les raisons pour lesquelles les opérations de production de l'espace constituent éventuellement des facteurs de structuration sociale et politique. D'abord, ce sont des instruments de pouvoir. La refonte des territoires politico-administratifs aide ainsi l'Etat à asseoir son autorité en accentuant les régulations de contrôle grâce au re-quadrillage administratif (Tunis en 1991), ou en dotant ses réseaux de clientèle de nouveaux espaces d'action politique, grâce à la décentralisation (Dakar en 1996). Dans un autre domaine, les opérations d'équipement participent à la construction de la légitimité des « entrepreneurs » politiques en exprimant aux yeux de tous la puissance de ces derniers, auteurs présumés de l'équipement des quartiers. Ensuite, les opérations de production de l'espace constituent de remarquables objets de négociation du lien politique, et de fixation des normes relationnelles entre l'Etat et les mal lotis, lesquels ajustent leurs initiatives pour accéder aux équipements en fonction des normes et des règles fixées par l'aide internationale et par les ONG, à Dakar, ou par l'Etat, à Tunis. Enfin, la production de l'espace forme un ensemble de signes, peut-être même un « langage commun », dont l'analyse permet de déterminer quelques traits des cultures politiques locales, par exemple les figures emblématiques de l'autorité.

Dans la banlieue de Dakar, la figure du « patron » ou du « notable » est prépondérante, ce qui tend à montrer que, dans la banlieue dakaroise comme dans les campagnes de l'intérieur du pays, la relation de clientèle et le courtage continuent de jouer un rôle déterminant dans la culture politique. Dans la banlieue de Tunis, c'est davantage la figure du « prince » qui est mise en avant, la réhabilitation étant systématiquement assimilée par les médias à un acte de générosité et à une expression de la sollicitude du chef de l'Etat envers les pauvres, comme si la réhabilitation relevait non du registre des actions de l'Etat en tant que collectivité, mais de celui des largesses princières, si bien que la culture de la sujétion paraît être au cœur du système politique dans la Tunisie des années quatre-vingt-dix.

Tisser les relations sociales dans les rites et la matière. Représentations de l'ordre social, des valeurs et de l'appartenance à Douiret, village berbérophone du sud-est tunisien

Véronique PARDO

Thèse dirigée par Daniel de Coppet (MNHN/ EHESS) jusqu'à son décès le 21 mars.

Thèse de doctorat en anthropologie sociale, sous la direction de Bruno Martinelli, soutenue à la Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme /Université de Provence à Aix-en-Provence, soutenue en avril 2003.

La société de Douiret est une société rurale de montagne du sud-est tunisien. Les populations berbérophones qui ont construit ces villages fortifiés, ksar/ksour, dans la région concernée ont été appelés les *jbalīya*, "gens de la montagne". Les habitants du village sont arabophones (arabe dialectal tunisien avec des particularités régionales propres à cette région du sud, gouvernorat de Tataouine) et berbérophones (Chelha, variante du Tamazight).

Ce travail consiste en une étude de la spécificité des relations sociales au sein d'un village de *jbalīya*, Douiret, au travers du filtre de l'appartenance perçue comme déterminante dès son niveau englobant, celui défini par le fait d'être « de la montagne » et de parler le chelha. Le sens fort de l'appartenance et la façon dont les douiri se définissent ou se différencient eux mêmes sont le fil conducteur de cette thèse et sa problématique. Le sentiment d'appartenance ou sentiment de faire partie de cet entre-nous est à la fois issu et constitué par le village, son territoire et son terroir. Ce concept d'entre-nous emprunté à E. Lévinas (1989/1990/1991) nous situe dans une perception de l'être comme personne en relation. Le 'nous' est l'ensemble, le groupe, la totalité ; l'entre-nous à Douiret est l'ensemble des relations qui créent et sont créées par l'ensemble des douiri.

Un des postulats de base dans la réalisation de cette recherche a été ne pas appréhender la société comme une juxtaposition d'activités techniques et de rituels, les unes isolées des autres ; au contraire le fait technique nous est apparu comme un fait social total. Les techniques et les savoir-faire ou les gestes nous ont intéressés à l'aune du sens

qu'ils véhiculent et créent à l'intérieur du tissu de relations sociales de la localité. La société de Douiret est de type holiste c'est à dire que le tout, l'ensemble, le nous, est supérieur à ses parties ou à une personne prise séparément, dans l'espace de l'entre-nous qui est le terroir. Par certains aspects, ce travail de thèse se rapproche de la monographie.

La première partie présente l'organisation spatiale et les oppositions qui la construisent (Sahara, village, ancien village, nouveau village, terroir, maison). La maison en relation aux greniers est analysée comme élément fondamental dans le système douiri. Dans et de cette localité des tombeaux de saints marquent l'espace social : y aller en visite s'apparente tant à un rituel de réaffirmation d'une appartenance qu'à un échange avec le caractère surnaturel de leur baraka. A la suite de la présentation des échanges avec les saints, l'importance des nourritures comme révélateurs du lien social est abordée.

La deuxième partie concerne le tissage et sa place dans les relations sociales. Par une description de la technique d'ourdissage, de la terminologie arabe et chelha du métier à tisser et de la structure des objets tissés nous dégagons valeurs de cohésion et couple relationnel (intérieur/extérieur...). Le tissage apparaît comme une technique liée au mariage qui crée le social (le futur) et qui donne aux douiri les signes intérieurs (valeurs) et extérieurs (vêtements, voiles...) de leur appartenance ; ces signes définissent « l'être douiri ». La relation homme-femme, analysée au travers des couleurs des motifs tissés et des rituels de mariage, apparaît à Douiret comme une relation intérieur extérieur, blanc/rouge. La mise en évidence d'un style douiri permet d'approcher l'appartenance à la localité par le biais d'un faisceau de faits techniques et esthétiques.

En conclusion nous voyons en termes de hiérarchie de valeurs (L.Dumont) ce qui est essentiel pour les habitants de Douiret dans la définition de leur propre appartenance. La relation intérieur/extérieur, l'importance de la symétrie et de la couleur noire comme lien seront rappelés ainsi que parallèlement l'apport de ce travail dans l'étude de l'appartenance en anthropologie sociale.

Colonial words, nationalism, Islam, and languages of history in Algeria

James Robert McDOUGALL

Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Eugene L. ROGAN, soutenue à l'Institut des Etudes Orientales de l'Université d'Oxford, soutenue en octobre 2002.

L'histoire de l'Algérie contemporaine, et en particulier celle du nationalisme algérien, ne s'est donnée à lire, en général, qu'à travers des schémas résolument téléologiques. Les récits mythiques d'une nation unanime, qui se manifeste de façon inéluctable au terme d'une évolution transhistorique, n'ont fait que reprendre la succession d'autres formes mythiques, celles de la civilisation occidentale triomphante en terre coloniale. Les querelles historiennes se sont centrées sur le débat autour du partage des droits à la causalité d'une révolution inévitable, plutôt que sur l'examen des différentes formes de réponse à la situation coloniale. Notamment les processus de transformation au sein de la société algérienne colonisée, furent autant de projets, autant de possibilités orientés vers des buts différents, créateurs d'autres avenir possibles. 'La France', 'l'Algérie', sont posées comme êtres distincts, concrets, plutôt que d'être considérées en tant qu'espaces géographiques et discursifs qui s'entremêlent dans la lutte et le changement.

Cette thèse se propose d'examiner les conflits sociaux qui se sont déroulés autour de la représentation légitime de l'Algérie, en tant que communauté nationale, pendant le XXème siècle. Plus particulièrement, nous tâcherons d'étudier comment des Algériens ont pu concevoir leur passé, et comment à travers des conceptions de l'histoire ils ont pu projeter leurs différentes visions de l'avenir. Au centre de notre étude, nous avons privilégié un réexamen du rôle du mouvement de réforme Islamique moderniste (*salafīyya*), en prenant appui sur l'œuvre historiographique d'Ahmad Tawfiq al-Madani (1899-1983). Le projet des réformistes, et leur invention d'une vision particulière d'un passé national, sont replacés dans les conditions sociales de leur production, ce qui les donne à voir plus clairement comme des produits de stratégies particulières indissociables de la relation de pouvoir.

L'étude s'oriente suivant le principe que le fait colonial ne saurait être compris comme une simple imposition monologique d'une volonté européenne sur 'les autres', soit passifs, soit en révolte perpétuelle, mais qu'il façonna, dans toute sa violence, une relation dans laquelle émergeaient de nouvelles pratiques, dialogiques et discursives, de la création de soi.

Nous allons soutenir que le projet salafiste ne fut en rien la 'redécouverte' d'un passé national ('authentique'), mais qu'il constitua au contraire un projet créateur nouveau, formé dans la modernité coloniale. La signification de ce projet ne serait point en sa contribution supposée à une 'renaissance' ou renouveau national, mais se trouverait dans sa tentative à établir comme seule autorisée, au sein de la société algérienne, une définition donnée de la signification de « l'Algérie » : cette tentative cherchait, simultanément, à asseoir l'autorité culturelle de certains acteurs sociaux en tant que porteurs (porte-parole) de cette pratique signifiante.

Bourses forfaitaires de l'IRMC en 2003

janvier - octobre 2003

- ✓ **Salem AKRIMI**, *Une anthropologie comparative du don et de la baraka dans une ville sainte de l'islam, Kairouan*, Université de Metz, 2e année thèse en ethnologie sous la dir. de Richard LIOGER (février-mars 2003)
- ✓ **Clara Ilham ALVAREZ DOPICO**, *Etudes de l'évolution des formes ornementales dans la céramique architectonique et les plâtres sculptés d'époque moderne dans l'architecture officielle et domestique de la ville de Tunis*, Université d'Oviedo et Université de Paris IV, cotutelle de thèse en histoire de l'art, sous la dir. de Javier GONZALEZ SANTOS et Marianne BARRUCAND (mai-juin 2003)
- ✓ **Sabrina BELLINA**, *Stratégies et enjeux de la gestion urbaine dans la banlieue nord de Tunis*, Université de Tours, DEA de géographie « Espaces, sociétés et villes dans le monde arabe » sous la dir. de Pierre SIGNOLES (janvier - février 2003)
- ✓ **Oifa BEN ACHOUR**, *Les Juifs de Tunis de 1945 à 1961 : parcours d'une communauté en quête d'elle même*, Université de Paris IV, 2e année de thèse en histoire sous la dir. de Jacques FREMEAUX (24 février - 20 mars 2003)

- ✓ **Morgan CORRIOU**, *La politique culturelle française dans le protectorat tunisien durant la seconde guerre mondiale*, Ecole des Chartes-Paris, 2e année de thèse en histoire, sous la dir. de Bruno DELMAS (septembre 2003)
- ✓ **Clémentine GUTRON**, *Sciences sociales et colonisation : les sociétés savantes en Afrique du Nord au tournant du XXème siècle* ; EHESS-Paris, 1ère année de thèse en histoire sous la dir. de François POUILLON (février 2003)
- ✓ **Pierre HAYARD**, *Le projet d'aménagement des berges du Lac Sud de Tunis : enjeux et stratégies d'acteurs*, Université de Tours, maîtrise de géographie sous la dir. de Pierre SIGNOLES (1er février-6 avril 2003)
- ✓ **Olivier LONG**, *L'hystérie dans les arts plastiques*, Université de Paris X, thèse en esthétique (mars 2003)
- ✓ **Raoudha MAKKAOUI** *Réflexions sur les modes de gestion et d'appropriation des ressources renouvelables : cas des nappes phréatiques en Tunisie*, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines (Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement) ; 2ème année de thèse en économie sous la dir. de Géraldine FROGER (septembre 2003)
- ✓ **Stephane MATHIEU**, *La photographie en Tunisie et le protectorat français (1881-1914)*, Université de Paris VIII, thèse en esthétique sous la dir. François SOULAGES (mars 2003)
- ✓ **Raja MOHAMED AOUADH**, *Les relations politiques, économiques et sociales entre la Tripolitaine et la Tunisie de 1711 à 1835*, Université de Garyounès à Benghazi (Libye), thèse en histoire (5-30 juillet 2003)
- ✓ **Bassem NEIFAR**, *Littoralisation et aménagement*, Université de Provence, 3ème année de thèse en géographie sous la dir. de Roland COURTOT (17 février-15 avril 2003)
- ✓ **Mohamed Lamin OUELD SIDI MOKHTAR**, *Les configurations sociales de la ville de Chingbetti en Mauritanie*, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, 4e année de thèse en histoire sous la dir. d'Abdelhamid HENIA (octobre 2003)



ACTIVITÉS DE L'IRMC

- **20-22 septembre 2003 ALGER**
Rencontre doctorale : Microhistoire biographies et monographies
 Coordination : Daho DJERBAL et Haoua AMEUR-ZAIMECHE (10-24 septembre)
 Participations : Anne-Marie Planel (18-22 septembre) ; Kmar BENDANA (ISHMN-Tunis) Prise en charge par l'IRMC de deux doctorants tunisiens : Mehdi JRAD et Nadia MEFTAHA
- **10-11 octobre 2003 TUNIS**
Réunion de lancement du programme de l'IRMC : Management, gouvernance et culture d'entreprise au Maghreb. Acteurs, institutions et performances
 - Coordination : Karim BEN KAHLA
- **22 octobre 2003 TUNIS**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Mounir KCHAOU**, philosophe : *Histoire et droit : problème de refondation ou de reconstruction ?*
- **15 novembre 2003 TUNIS**
 Conférence de **Pierre Jean LUIZARD**, Historien chargé de recherche au CNRS, Groupe de sociologie des religions et de la laïcité, Paris, *Irak : du premier au second mandat, l'effondrement d'un système colonial*
- **28 novembre 2003**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Sana BEN ACHOUR**, juriste : *La chambre tunisienne du tribunal mixte immobilier de Tunis 1888-1899*
- **18-19 décembre 2003**
 Conférences de **Gilles VEINSTEIN**, *La prise de possession par les Ottomans, à partir de Sélim Ier, de la fonction de serviteur des deux saints sanctuaires et de la suprématie parmi les souverains musulmans*
- **9 janvier 2003**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Nejmeddine HENTATI**, historien médiéviste, Institut de Civilisation islamique de Tunis.
- **11 février**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Khaled KCHIR**, historien médiéviste, Faculté des Sciences Humaines et sociales de Tunis : *Les débuts du droit administratif en islam*
- **10 mars**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Mohamed HADDAD**, vice doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de La Manouba.
- **26- 27 mars**
Réunion de lancement du Programme de l'IRMC : Au Maghreb, le tourisme fait partie du paysage. et représentations d'une évidence sociologique
 - Coordination : Katia BOISSEVAIN
- **26 avril**
 Réunion du **Groupe de recherche Droit, histoire et sciences sociales** : intervention de **Yann THOMAS**, EHESS, Paris.

SÉMINAIRE DE RECHERCHE 2003-2004

- **30 janvier 2004**
 Haouari TOUATI, Maître de conférences à l'EHESS
 Les livres de l'islam : de l'histoire du livre à l'histoire de la collection
 - Coordination : Kmar BENDANA
- **17 février 2004**
 André RAYMOND, Professeur émérite à l'Université de Provence, ancien directeur de l'IFEAD et de l'IREMAM
 Analyse spatiale et histoire urbaine : les exemples de Damas et de Tunis
 - Coordination : Jean-Luc ARNAUD
- **24 mars 2004**
 Rachid AMIROU, Maître de conférences à l'Université de Perpignan
 Imaginaire du voyage et authenticité : approche anthropologique du tourisme
 - Coordination : Katia BOISSEVAIN
- **16 avril 2004**
 Yvon PESQUEUX, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris (CNAM)
 Gouvernance comme idéologie ?
 - Coordination : Karim BEN KAHLA.
- **14 mai 2004**
 Sabina LORIGA, Maître de conférence à l'EHESS, Paris.
 Histoire et biographie
 - Coordination : Haoua AMEUR ZAIMECHE



ACTIVITÉS DU CJB

- **12 janvier 2004, Centre culturel de l'Agdal, RABAT**
 Conférence de Françoise HERITIER, professeur au collège de France, anthropologue, "Les droits des femmes, dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures"
- **13 janvier 2004, Centre Jaques Berque, RABAT**
 Dans le cadre de la rencontre autour de Abdelkebir KHATIBI : échanges publics à partir de son œuvre sur : l'interdisciplinarité, l'anthropologie sociale et culturelle du corps pour un renouveau de la sociologie au Maghreb
- **20 janvier 2004 Centre Jaques Berque, RABAT**
 Ouverture du séminaire : **Approches transversales de l'eau par les sciences humaines et sociales**. Introduction au séminaire par Nadir BOUMAZA : "Renouveler les approches de l'eau". Discussion publique sur les axes de recherche du séminaire. Conférence de Thierry RUF, Directeur de recherches à l'IRD (Institut de Recherche et de Développement) "Les dimensions sociales et institutionnelles de la gestion de l'eau dans l'agriculture méditerranéenne"

Voir site : <http://www.ambafrance-ma.org/cjb>

Compte-rendu de la réunion de lancement du Programme de recherche

Insertion des TIC au Maghreb

27 et 28 juin 2003, IRMC, Tunis

Responsable : **Mihoub MEZOUAGHI**

La réunion de lancement du programme de recherche *Insertion des TIC au Maghreb* s'est tenue à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (Tunis) les 27 et 28 juin 2003. Cette réunion a accueilli une vingtaine de chercheurs appartenant à différentes disciplines des Sciences Sociales (économistes, juristes, géographes, sociologues) et des représentants d'institutions de coopération (Institut Français de Coopération, Agence Universitaire de la Francophonie, Agence Française de Développement, PNUD, OCDE et Marseille Innovation).

Un double objectif a été fixé : d'une part impulser une articulation des réseaux scientifiques franco-maghrébins (et plus globalement euro-méditerranéens) en vue de promouvoir l'échange et la collaboration scientifique autour du thème générique de la société de l'information, d'autre part, discuter les propositions de recherche présentées par les participants, confronter les approches méthodologiques et explorer des pistes de recherche pour dégager une plateforme de recherche.

Au cours de ces deux journées de travail, 21 propositions de recherche ont été présentées et discutées. Certaines de ces propositions envisagent des prolongements de travaux menés dans le cadre de programmes de recherche achevés ou en cours de réalisation, alors que d'autres se situent dans une phase exploratoire.

De façon synthétique, les interventions et les débats de ces deux journées de travail nous inspirent trois enseignements d'ordre général :

LA PERTINENCE D'UNE ORIENTATION PLURIDISCIPLINAIRE/INTERDISCIPLINAIRE

L'insertion des TIC dans les sociétés contemporaines constitue un objet de recherche qui interpelle de manière particulière les chercheurs en Sciences Sociales. En effet, l'originalité des problématiques et la spécificité du cadre analytique appellent naturellement des recherches au sein de chaque discipline pour prendre en considération les enjeux multidimensionnels de la société de l'information. Il nous semble que ce travail peut largement être nourri par une approche interdisciplinaire qui suppose un échange des réflexions entre les disciplines au service d'une démarche scientifique commune et collective. Ainsi, l'organisation plus systématique d'ateliers interdisciplinaires sera encouragée lors des prochaines rencontres. Par ailleurs, une ouverture du programme de recherche à d'autres disciplines, insuffisamment représentées (sociologie) ou non représentées au cours de la réunion de lancement (histoire des techniques, géopolitique), peut être envisagée.

ADOPTER UNE APPROCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'INSERTION DES TIC

L'objet du programme de recherche est de questionner les politiques publiques qui influencent la diffusion et l'utilisation des TIC, ainsi que les changements socio-économiques induits par la diffusion des TIC. Si les contributions proposées ont mis l'accent sur l'influence des politiques publiques (notamment en matière d'ajustement réglementaire, de promotion de l'innovation technologique ou encore de soutien à une industrie à plus forte valeur ajoutée) sur les logiques différenciées d'insertion des TIC dans les pays du Maghreb, des travaux sur les pratiques et les applications (enseignement à distance, commerce électronique, télétravail, e-gouvernement, ...) devront être encouragés pour contribuer à une meilleure compréhension des modes d'appropriation et des transformations des activités socio-économiques.

L'ORIGINALITÉ DU TERRAIN D'INVESTIGATION

Ce questionnement participe d'une réflexion théorique et conceptuelle sur les implications de la société de l'information, qui mobilisera sur la période 2003-2005 des chercheurs confirmés et des jeunes chercheurs. Dans cette perspective, le Maghreb constitue un terrain d'investigation original pour au moins trois raisons :

- a) les TIC occupent une place majeure dans la stratégie de développement des pays du Maghreb ;
- b) l'expérience maghrébine peut constituer un référent dans une démarche comparatiste avec d'autres aires géographiques ;
- c) l'insuffisance des bases de données statistiques et des outils de mesure au Maghreb implique une collecte de données et une production d'études empiriques (quantitatives et qualitatives).

Dans cette optique, le programme de recherche s'articulera autour de quatre axes thématiques :

Axe 1. *Les concepts de la société de l'information*

Axe 2. *Usages des TIC: enjeux et pratiques*

Axe 3. *Innovation technologique et émergence d'une industrie TIC*

Axe 4. *Vers de nouvelles formes de régulation économique et juridique : entre réglementation et déréglementation*

Pour télécharger l'intégralité du compte rendu ou pour plus de renseignements, voir la page web du programme de recherche :

<http://www.irmcmaghreb.org/ntic/index.htm>

Compte-rendu de la réunion de lancement du Programme de recherche

Gouvernance et culture d'entreprise au Maghreb Acteurs, pouvoirs et représentations

10 et 11 octobre 2003, Tunis

Responsable : **Karim BEN KAHLA**

L'objectif de cette recherche collective, pluridisciplinaire et comparative est de contribuer à une meilleure compréhension des caractéristiques et des éventuelles spécificités culturelles et institutionnelles de la gouvernance des entreprises au Maghreb.

Pour ce faire, une réunion inaugurale réunissant plus d'une vingtaine de chercheurs a eu lieu le 10 et 11 octobre 2003 à l'IRMC à Tunis.

Les participants à cette réunion ont été invités à se baser sur deux postulats (l'action économique des et au sein des entreprises est enchâssée dans des réseaux sociaux et des rapports de pouvoir; la compréhension des mondes sociaux des entreprises ne peut se passer d'un examen minutieux de leurs contraintes et stratégies économiques et financières) pour tenter de répondre aux quatre questions suivantes :

- ◆ Quel est l'impact du nouveau contexte économique, juridique et institutionnel des entreprises du Maghreb sur les rapports de pouvoir ainsi que sur les mécanismes d'incitation, de contrôle et de régulation de celui-ci à l'intérieur de ces entreprises ?
- ◆ Quelles sont les normes, valeurs et représentations qui accompagnent les mécanismes de régulation des pouvoirs et quelles sont les conséquences de ceux-ci sur les performances, les stratégies, les choix technologiques et les configurations sociales et culturelles des entreprises du Maghreb ?
- ◆ Comment évoluent et se structurent les principaux acteurs individuels et collectifs des entreprises du Maghreb et quelles sont les logiques institutionnelles sous-jacentes aux évolutions des différentes catégories socio-professionnelles intervenantes dans la gestion de celles-ci ?
- ◆ Quels sont les savoirs et les discours mobilisés par les acteurs (notamment les décideurs et les managers) afin d'exercer leurs tâches, d'expliquer, justifier ou légitimer leurs décisions et actions ?
- ◆ Partant du fait que la gouvernance est une notion polysémique et ouverte à de multiples appropriations, les différentes contributions et projets de recherche ont été regroupés autour de cinq axes ou approches de cette notion :
- ◆ L'approche financière pour laquelle la gouvernance est un ensemble de mécanismes de régulation et d'organisation de l'exercice du pouvoir des actionnaires sur les dirigeants des entreprises ;
- ◆ L'approche managériale qui renvoi au mode de régulation et d'organisation de l'exercice du pouvoir des dirigeants ;
- ◆ L'approche publique ou étatique pour laquelle la gouvernance est un mode de régulation du pouvoir du groupe d'intérêt particulier qu'est l'Etat ;
- ◆ L'approche sociétale qui renvoi au mode de régulation du pouvoir des différents groupes d'intérêts et de redéfinition politique du contrat social
- ◆ L'approche institutionnelle où la gouvernance qualifie une configuration institutionnelle particulière régissant le vécu des entreprises dans un espace national ou régional donné.
- ◆ Les échanges et débats qui ont jalonné cette première rencontre ont permis de délimiter un objectif commun : comprendre les interactions entre les modes de régulation des pouvoirs des et au sein des entreprises du Maghreb et les normes, valeurs et représentations liées au vécu de et à l'intérieur de celles-ci.
- ◆ La question centrale commune proposée étant celle de dégager les caractéristiques¹ culturelles et institutionnelles de l'entrepreneuriat, du management et du gouvernement des entreprises au Maghreb. A cette fin, le travail devrait se poursuivre en petits groupes (avec éventuellement l'intégration de chercheurs susceptibles de travailler sur le « cas » marocain et de prendre en compte la dimension juridique de la question de la gouvernance) structurés autour des axes suivants :
 - ◆ Entrepreneuriat, pouvoirs et culture des entreprises au Maghreb
 - ◆ Management et configurations sociales des entreprises au Maghreb
 - ◆ Contrôle et gouvernance financière des entreprises au Maghreb
 - ◆ Groupes d'intérêt, corporations et contrôle des entreprises au Maghreb
 - ◆ Institutions et évolutions des entreprises au Maghreb

1. Il ne s'agit pas, a priori, de démontrer l'existence ou pas de spécificités culturelles ou autre locales. La question de l'universel et du particulier vient en aval de la recherche : non pas un point de départ, mais un éventuel résultat. Tout comme la question de l'impact de la culture se pose en aval.

PARTICIPANT(E)S DE LA REUNION

Insertion des TIC au Maghreb

- AMMAR Naceur , *Directeur de l'Ecole Supérieure des Communications (Sup'Com, Tunis).*
- BEN LETAIEF Mustapha , *Professeur en Sciences Juridiques, Directeur du département de droit de l'Université de Tunis.*
- BEN ROMDHANE Mahmoud , *Professeur en Sciences Economiques, Université de Tunis.*
- BERTIN François *Directeur du CNRS à Tunis.*
- BRAS Jean-Philippe *Professeur de Droit, Directeur de l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC, Tunis, FRE 2548 CNRS).*
- CHENEAU-LOQUAY Annie , *Géographe, Directeur de recherche CNRS au Centre d'Etude d'Afrique Noire (CEAN, UMR 5115 CNRS/IEP Bordeaux), Responsable du programme AFRICA'NTI, l'observatoire de l'insertion des technologies de l'information en Afrique.*
- DE LAMBERTERIE Isabelle *Directeur de Recherche CNRS, Centre d'Etudes sur la Coopération Juridique Internationale (CECOJI, UMR 6567 CNRS/ Université de Poitiers).*
- DJEFLAT Abdelkader *Professeur en Sciences Economiques, Centre Lillois d'Etudes et de Recherche Sociologiques et Economiques (CLERSE, UPRESA 8019 CNRS), Université de Lille 1, Responsable du réseau Maghtech.*
- DJERAD Najoua, *Enseignante en Sciences Juridiques, Université de Tunis.*
- GOLDSTEIN Andrea, *Economiste Senior, Centre de développement, OCDE (Paris).*
- GOUIA Ridha *Professeur en Sciences Economiques, Université de Tunis.*
- KHELFAOUI Hocine, *Sociologue, chercheur au Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement (CREAD, Alger).*
- LAHLOU Mehdi , *Professeur en Sciences Economiques, Institut National de Statistiques et d'Economie Appliquée (INSEA, Rabat).*
- LOIRET-CLAUDE Pierre Jean *Agence Universitaire de la Francophonie (bureau de Tunis).*
- LUNG Yannick, *Professeur en Sciences Economiques, Directeur de l'Institut Fédératif de Recherche sur les Dynamiques Economiques (IFReDE), Université Montesquieu Bordeaux 4.*
- MADANI Lotfi *Maître de Conférences en Science de l'information, Centre de Recherche sur les Pratiques en Communication et Médiation (CREPCOM), Université de Provence.*
- MATHLOUTHI Yamina, *Maître Assistant en Sciences Economiques, Directeur du Centre des Etudes et des Recherches Postales, Ecole Supérieure des Communications (Sup'Com, Tunis).*
- MEZGHANI Nebila *Professeur en Sciences Juridiques, Université de Tunis, Titulaire de la Chaire Unesco enseignement du droit d'auteur et des droits voisins.*
- MEZOUAGHI Mihoub , *Economiste, Chercheur à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC, Tunis, FRE 2548 CNRS).*
- MOUHOUD El Mouhoub , *Professeur en Sciences Economiques, Centre d'Economie de l'Université de Paris-Nord (CEPN, UMR 7115 CNRS/Université Paris 13).*
- ORFINADOU Maria , *Doctorante en Sciences Economiques à l'Université de Surrey (Royaume-Uni), chargé de mission au bureau du PNUD de Tunis.*
- PERRAT Jacques , *Economiste, Directeur scientifique, ADEES Rhône-Alpes.*
- PERRIN Serge *Economiste, Département Recherche et Gestion des Savoirs, AFD.*
- RALLET Alain *Professeur en Sciences Economiques, Analyse des Dynamiques Industrielles et Sociales (ADIS), Université Paris Sud, membre du GDR 2565 CNRS TIC et Société.*
- RAUD Stéphane , *Attaché scientifique, Institut Français de Coopération.*
- REY Christian *Directeur de Marseille innovation.*
- REZGUI Kamel , *Assistant en Sciences Juridiques, Directeur du Département Economie, Gestion, Droit, Langues et Humanités, Ecole Supérieure des Communications (Sup'Com, Tunis).*
- TIZAOUI Hammadi , *Maître Assistant en Géographie,*

PARTICIPANT(E)S DE LA RÉUNION

Gouvernance et culture d'entreprise au I
Acteurs, pouvoirs et représentation

- ABEDOU Abderrahmane , *Sociologue, Maître de recherche au CREAD, Alger*
- EL AKERMI Assad *Maître-assistant en sciences de gestion (spécialité GRH-Management), Institut supérieur de gestion de Tunis*
- AYADI Nassima, *Docteur en économie, CIHEAM/LAM de Montpellier, UMR MOISA, Université de Montpellier I*
- BEN ABDELJELIL Nadia , *Professeur en sciences de gestion (spécialité management-gestion des ressources humaines), Ecole Mohammadia d'Ingénieurs, Rabat*
- BEN GUERNA Mohamed , *Sociologue, Maître de recherche au CREAD, Alger*
- BEN LETAIEF Mustapha , *Maître de conférence en sciences juridiques, Directeur du département de droit public à la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis*
- BOULHARES Hakim , *Doctorant en sciences politiques, European University Institute de Florence*
- CAVALLO Dephine, *Doctorante en sciences politiques, IRMC, Tunis*
- CHIH Yacoub *Docteur en sociologie, enseignant à l'ISSHA, Gafsa, Tunisie*
- DENIEUIL Pierre *Docteur en sociologie, Chercheur à l'IRESCO-CNRS, Paris*
- GASSAB Maher , *Maître-assistant en économie, Ecole supérieure de commerce de Tunis*
- GASSOUMI Mouldi, *Docteur en sociologie, Université de Tunis*
- LABARONNE Daniel, *Maître de conférence en sciences économiques, Chercheur au LAREEFI, Université Montesquieu Bordeaux IV*
- MADOUY Mohamed , *Docteur en sociologie, Chercheur au GRIOT-CNAM, Paris*
- MUSTAPHA Ely , *Maître de conférences en sciences juridiques, ESC Tunis*
- OUEDERNI Hayet, *Maître-assistante en gestion (spécialité finance), Faculté des sciences économiques et de gestion de Nabeul, Tunisie*
- SMIDA Nabi *Contrôleur d'Etat, doctorant en urbanisme*
- ZANNAD Hodia , *Professeur associé en sciences de gestion (spécialité GRH-Management), ESC Rouen*
- ZGHAL Riadh *Professeur en sciences de gestion (spécialité gestion des ressources humaines), responsable de l'Unité de recherche en gestion de la FSEG Sfax et de l'unité entrepreneuriat et appropriation de la technologie à Tunis.*

Compte-rendu des Journées doctorales

Micro-histoire, biographies et monographies

20-21 septembre 2003, Alger

Responsables : **Haoua AMEUR-ZAÏMÈCHE** (IRMC)
et **Daho DJERBAL** (Université d'Alger)

Une trentaine d'étudiants historiens, anthropologues et architectes venant d'Algérie, de France, du Maroc et de Tunisie se sont retrouvés à Alger les 20 et 21 septembre 2004, pour participer aux journées doctorales. Elles s'organisaient autour des thèmes de *Micro histoire, biographies et monographies*. Le but de cette rencontre est de revisiter l'histoire moderne et contemporaine de l'Algérie afin de permettre à la nouvelle génération de chercheurs de se positionner dans les débats méthodologiques. C'est dans ce sens qu'ont été réuni l'ensemble des participants pour réfléchir au positionnement de l'historiographie du Maghreb face aux évolutions de la pensée historique. L'initiative de cette rencontre scientifique, co-organisée par la Fondation Mohamed Boudiaf (Alger) et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (Tunis), revient à Daho DJERBAL, enseignant au Département d'Histoire de l'Université d'Alger, directeur du Département *Mémoire et Histoire* de la Fondation Mohamed BOUDIAF, directeur de la revue *Naqd* et à Haoua AMEUR-ZAÏMÈCHE, doctorante en histoire contemporaine à Paris I (Panthéon Sorbonne), boursière d'aide à la recherche en poste à l'IRMC.

Les institutions universitaires qui se sont inscrites dans ce projet furent au nombre de six, dont cinq françaises et une algérienne à savoir l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS-Paris), l'École Nationale d'Administration (ENA-Alger), l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP-Paris), l'Institut Maghreb Europe (IME-Paris), l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC-Tunis) et la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH-Aix-en-Provence). Ces journées doctorales ont pu bénéficier des soutiens financiers conséquents que l'Ambassade de France en Algérie, le Centre Culturel français à Alger, l'Ambassade d'Italie en Algérie et l'Institut culturel italien à Alger ont pu mobiliser. La Fondation Mohamed Boudiaf a pris à sa charge toute la logistique d'accueil. Cette manifestation s'inscrit donc dans le contexte de l'ouverture scientifique des universités algériennes.

Les séances de travail se sont déroulées sur deux journées. La formule consistait à présenter pendant la matinée, des conférences sur les thèmes centrés sur la méthodologie et de l'outillage conceptuel des travaux micro historiens et monographiques.

Samedi 20 septembre :

Micro-histoire et anthropologie

- ✓ Giovanni LEVI, historien : *La Micro-histoire, 20 ans après*
- ✓ Dionigi ALBERA, anthropologue, *Anthropologie et micro-histoire : stratégies, Contextes, croisements*
- ✓ Abderrahmane MOUSSAOUI, anthropologue, *La tradition anthropologique en Algérie*
- ✓ Jocelyne DAKHLIA, historienne, *Exemplarité et retour du modèle en histoire*

Dimanche 21 septembre :

Biographies et sources de l'histoire

- ✓ Sabina LORIGA, historienne, *La pluralité du passé*
- ✓ Kmar BENDANA, historienne, *Mes usages de la biographie dans l'histoire contemporaine tunisienne*
- ✓ Omar CARLIER, historien, *La ville politisée: le nationalisme à Oran (1930-1954) et l'apport de la micro histoire*
- ✓ Simona CERUTTI, historienne, *Classifications et stratifications sociales dans les villes d'Ancien Régime : le langage des contemporains et le langage des historiens*

L'après-midi était organisé autour de séances de travail consacrées à la présentation et à la discussion des travaux des étudiants. Cette deuxième activité se déroula dans le cadre d'ateliers thématiques et rassembla une soixantaine de participants à savoir vingt chercheurs seniors invités à encadrer les ateliers, trente doctorants sélectionnés sur appel à candidature, ainsi qu'une dizaine d'auditeurs libres, doctorants et enseignants-chercheurs algériens. Les doctorants étaient répartis en cinq groupes de travail :

- Jeux d'échelle (espace-temps)
- Biographies et construction du politique
- Histoire culturelle et identités : du communautaire au national
- Transdisciplinarité : monographies et histoires de famille
- Sources

Les chercheurs seniors (20) :

- ✓ Dionigi ALBERA (MMSH, Aix-en-Provence) ;
- ✓ Kmar BENDANA (ISHMN/IRMC, Tunis) ;
- ✓ Meriem BOUZID, (CNRPAH, Alger) ;
- ✓ Raphaëlle BRANCHE (Université de Rennes) ;
- ✓ Omar CARLIER (Université Paris I) ;
- ✓ Simona CERUTTI (EHESS, Paris) ;
- ✓ Jocelyne DAKHLIA (EHESS, Paris) ;
- ✓ Daho DJERBAL (Université d'Alger) ;
- ✓ René GALLISSOT (IME, Paris) ;
- ✓ Isabelle GRANGAUD (MMSH, Aix-en-Provence) ;
- ✓ Fatma-Zohra GUECHI (Université de Constantine) ;
- ✓ Aïssa KADRI (IME, Paris) ;
- ✓ Giovanni LEVI (Université de Venise) ;
- ✓ Sabina LORIGA (EHESS, Paris) ;
- ✓ Alain MAHÉ (EHESS, Paris) ;
- ✓ Abderrahmane MOUSSAOUI (MMSH, Aix-en-Provence) ;
- ✓ Anne-Marie PATHÉ (IHTP, Paris) ;
- ✓ Anne-Marie PLANEL (IRMC, Tunis) ;
- ✓ Fouad SOUFI (Archives de la Wilaya d'Oran/CRASC, Oran) ;
- ✓ Ouarda TENGOUR (IME, Paris/CRASC, Oran) ;
- ✓ Sylvie THÉNAULT (IHTP, Paris).

Les organisateurs prévoient de publier les textes des conférences ainsi que les rapports des cinq ateliers thématiques.

NOUVELLES PUBLICATIONS

- Jocelyne DAKHLIA (dir.)**, Trames de langues. Usages et tissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb Paris, Maisonneuve et Larose, février 2004 (Connaissance du Maghreb. 2), 560 p.
- Éric GOBE (dir.)**, L'ingénieur moderne au Maghreb XIXe-XXe siècles Paris, Maisonneuve et Larose, février 2004 (Connaissance du Maghreb. 3), p. 389.
- Alain MAHÉ et Kmar BENDANA (dir.)**, Savoirs du lointain et sciences sociales de Francis ZIMMERMANN, Paris, Éditions Bouchène, février 2004, 268 p.
- Saïd BEN SEDRINE et Éric GOBE**, Les ingénieurs tunisiens : dynamiques récentes d'un groupe professionnel L'Harmattan, mars 2004, 282 p.
- Nicolas PUIG**, Bédouins sédentaires et sociétés citadines (Sud-Ouest algérien) Paris, IRMC, Arthala, janvier 2004, 282 p.

■ **Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE (dir.)**, Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes, Paris : Presses de Sciences Po, 2003, 419 p.



Cet ouvrage important poursuit un objectif double et croisé : banaliser une aire culturelle, celle du monde arabe et musulman, au regard de grands courants théoriques ; interroger et re-travailler des concepts et théories à vocation universelle, forgés au sein de l'ensemble occidental, au regard de cette aire.

En effet, l'étude des « protestations » et des mouvements sociaux au sein de l'aire arabo-musulmane a jusque là été dominée par les travaux sur l'islamisme et les émeutes, qui ont en retour solidifié son exceptionnalité (analytique et institutionnelle). Dans le même temps, les théories des mouvements sociaux, qui ont bien évidemment prétention à explication universelle, souffrent du lieu de leur formation et de leurs mises à l'épreuve, un Occident où sphères publique et politique bénéficient d'une institutionnalisation, d'une articulation et de règles du jeu relativement fortes et stables. L'enjeu est alors l'intégration à ces théories, non plus d'une exceptionnalité, mais d'une particularité non propre aux sociétés musulmanes, celle du caractère non démocratique de l'ordre politique et de son pendant pratique, la répression. Il est également de dépasser la distinction de nature postulée entre formes d'opposition en régimes démocratiques et autoritaires, et de les intégrer dans un même ensemble « d'actions politiques contestataires ».

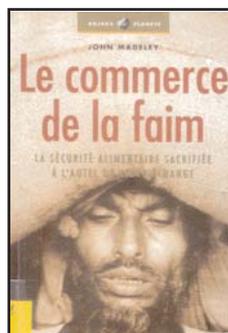
Le premier chapitre, particulièrement stimulant, propose un bilan et des pistes de réflexion théoriques à partir des études existantes et des articles composant le restant des chapitres du livre, consacrés à des pays allant du Maroc à l'Iran. Il affine les catégories analytiques des formes d'opposition à partir du modèle d'A. Hirschman, *Exit, voice and loyalty*, auquel est ajoutée l'apathy en proposant un continuum allant de la résistance aux différentes formes de protestation. Les auteurs en déduisent une « mise en ordre » des modes d'action possibles, et une reformulation des liens entre contrainte politique, répertoires d'action et mobilisation, individuelle et collective. Entre autres pistes, ils proposent d'entrer dans la question par l'étude des carrières militantes, la prise en compte de la temporalité, des réseaux comme de la transnationalisation, la question de

l'engagement mais aussi de son maintien et du désengagement, du passage à la violence, des liens entre carrières, rareté des ressources, réseaux et mobilisations, etc.

Les chapitres suivants, signés essentiellement par de jeunes chercheurs formés dans un premier temps au sein des sciences sociales, déclinent chacun une ou plusieurs de ces pistes sur un terrain spécifique. Hormis deux contributions sur le Maroc, ces articles portent essentiellement sur le Proche et Moyen-Orient, et abordent autant les mouvements islamistes, les militants d'extrême gauche, les femmes, les associations ou les jeunes de l'Intifada à l'aune des théories des mouvements sociaux ainsi revisités.

Si cet ouvrage ne présente évidemment pas un modèle explicatif bouclé – peut-être est-ce le prix à payer, du moins pour l'instant, de cette confrontation, et la leçon d'une aire culturelle à nos disciplines – il n'en constitue pas moins une étape importante, aux côtés d'autres tentatives collectives en cours, qui ouvre des pistes de réflexion sur l'appréhension des « mouvements » contestataires dans les sociétés musulmanes.

■ **John MADELEY**, Le commerce de la faim : la sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange. Enjeux Planète, 259 p.



La nourriture n'est pas une marchandise et l'agriculture n'est pas un secteur de la production industrielle, mais un mode de vie. C'est à partir de ces affirmations que l'auteur aborde la question si controversée de la libéralisation du commerce des produits agricoles et agroalimentaires et de la soumission de la sécurité alimentaire des populations des pays du Sud au commerce international.

Au fil des chapitres, John MADELEY met en lumière les mécanismes par lesquels la libéralisation du commerce des produits agricoles a été surtout voulue par les pays développés et par les firmes multinationales, notamment par le biais de l'OMC et des négociations multilatérales (Seattle, Doha, etc.), afin d'élargir le marché et mieux contrôler les échanges au dépens de la sécurité alimentaires des populations.

La globalisation de l'économie et la libéralisation des échanges commerciaux ont concentré le pouvoir entre les mains de firmes gigantesques appelées transnationales. Et ce n'est pas aux populations affamées mais aux transnationales que profite actuellement la croissance économique et la libéralisation du

commerce. Les pays en développement avaient ouvert leurs marchés aux produits agro-alimentaires alors que les États Unis et l'Union européenne ne l'avaient pas fait.

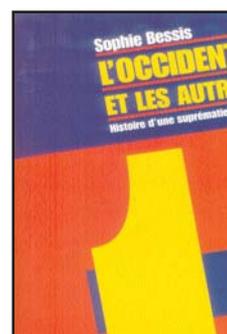
La libéralisation du commerce accélère et amplifie les effets des dynamiques internes à l'œuvre (érosion des sols, baisse de leur qualité ainsi que de celle des eaux, le sous-financement de l'agriculture, etc.), elle est aussi à l'origine d'effets directs par la réduction des moyens financiers des États et de la concurrence aux produits vivriers sur les marchés locaux.

A cela s'ajoutent les effets pervers de la libéralisation du commerce dans les pays en développement : augmentation des importations, priorité accordée aux cultures d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière, concentration du pouvoir entre les mains des transnationales et recul de la sécurité alimentaire.

L'auteur montre aussi à la lumière de l'échec de la conférence de Seattle, comment l'opposition (des ONG et de certains pays en développement) à cette forme de libéralisation s'organise pour la promotion d'un commerce plus équitable qui ne rejette pas le libre échange, mais qui cherche à le maîtriser pour le bien des plus démunis.

Le livre est le résultat d'une initiative originale de coédition par douze éditeurs francophones, soutenus par la Fondation pour le progrès de l'homme, proposant des textes originaux sur des sujets d'actualités pour une autre mondialisation

■ **Sophie BESSIS**, L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie Paris : La Découverte, « Cahiers libres », 2001, 337 p.



L'Occident et les autres est un essai dont l'axe principal consiste à scruter dans l'équilibre (ou plutôt le déséquilibre) mondial actuel la prégnance et l'ancienneté d'une culture dominante et également dévastatrice : celle de la suprématie de l'Occident.

A travers la première partie (*La formation d'une culture*), l'auteur remonte la genèse d'une culture devenue certitude au fil du temps, une croyance qui prend sa source dans l'ascension économique de l'Europe qui commence au XV^e siècle puis dans un second temps dans l'idéologie des Lumières.

Sans faire le procès de ce mouvements d'idées qui a, entre autres, conduit à l'avènement de la raison et de l'individu, S.B.

dégage quelques travers de cette conquête du pouvoir de l'Europe sur le reste du monde. La colonisation politique et économique et la mobilisation du savoir qu'elle a opérée et parfois instrumentalisée ont été une des conséquences principales.

La seconde partie (*Le monde comme il va*), est une approche économiste sur la situation du Tiers Monde et de l'Afrique. La césure « Orient/Occident » remplacée par le couple : « Nord/Sud » en passant par l'invention du terme « Tiers-Monde » sont des étapes d'une vision de l'équilibre mondial qui se définit autour de deux pôles économiquement différenciés, inégaux.

La troisième partie (*Des deux côtés du miroir*) décrit et explique la modification de la cartographie mondiale, sous l'effet d'une manipulation de plus en plus claire du droit à énoncer la norme universelle. Depuis la décolonisation, la scène mondiale se peuple d'acteurs de plus en plus présents, de plus en plus revendicateurs et demandeurs d'existence et de droits internationaux.

Deux transformations majeures sont en train de changer la face du monde tout en générant des peurs et des dissensions nouvelles : la liberté des femmes et la sécularisation du monde. En même temps, on assiste à un léger déplacement des idéaux et des principes humanitaires : les critères de race ou de civilisation sont remplacés dans les déclarations internationales par la communion dans le respect des droits humains fondamentaux. Seulement, le Nord voudrait rester seul énonciateur de normes universelles. Ce qui équivaut à un déni des nouveaux venus sur la scène internationale, divisés en deux :

- la majeure partie de ce Sud, enfermée dans le piège de la réaction identitaire et « l'art de la contrefaçon chez les dictateurs », est le terreau de quelques-uns des extrémismes contemporains ;

- de nouvelles intelligentsias s'expriment parfois dans le champ politique sans avoir toujours le loisir de se faire entendre pour acculturer l'universel, se l'approprier et en faire un acquis contre les verrous de la tradition, la prison de la spécificité, la nostalgie des ancêtres et du passé.

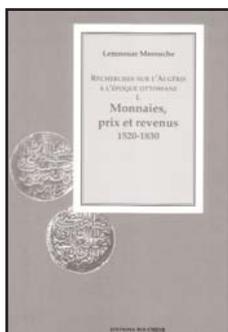
L'auteur conclut ce bilan en appelant à regarder le monde autrement parce qu'il change et à ne pas confondre mondialisation de l'universel et occidentalisation du monde.

Il a paru en 2002 une deuxième édition de poche de cet ouvrage.

■ Lemnouar MEROUCHE

Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane, Monnaies, prix et revenus (1520-1830), Paris, Editions Bouchène,

2002, 309 p.



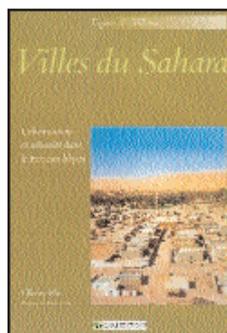
C'est une histoire économique et sociale de l'Algérie à l'époque ottomane, premier tome d'une recherche en quatre volumes que nous offre Lemnouar Merouche, professeur d'histoire moderne à l'Université d'Alger. Dans le sillage d'Ernest Labrousse et de Pierre Vilar, l'auteur analyse l'impact des fluctuations des prix et des revenus sur la société algérienne dans la longue durée.

L'irrégularité des sources semblait poser problème pour la constitution de données sérielles. De plus, l'évolution des prix et des revenus ne devient pertinente que si l'on contextualise les mutations de la monnaie. L. Merrouche conscient des limites et des dispersions archivistiques, aborde ces problèmes en effectuant pour chaque chapitre, une critique des sources et des bases de données construites.

Le livre commence par une étude sur la monnaie qui restitue la diversité et les mutations de l'unité monétaire pendant les trois siècles de la présence ottomane en Algérie, d'autant que les travaux sur la question se limitent aux dernières années qui ont précédé l'occupation française. La monnaie a connu des changements de poids, de titre, de valeur et de dénomination. Cette analyse numismatique est indispensable à celle des mouvements des prix que l'auteur étudie dans la deuxième partie de son livre, comme indicateurs des dynamiques de la société algérienne. On apprend notamment que la hausse des prix nominaux des produits agricoles, à partir de 1669, n'est pas suivie nécessairement par une hausse des revenus fixes, essentiellement des salaires. Cela aurait eu pour conséquence de réduire le niveau de vie des citoyens. C'est sur cette base qu'il analyse les mécanismes d'enrichissement et d'appauvrissement. En s'appuyant sur l'évolution des prix et sur les mouvements des revenus qu'il aborde dans sa dernière partie, L. Merrouche étudie le pouvoir d'achat des différentes composantes sociales. S'il est difficile d'établir les revenus des grandes fortunes, il est par contre possible de constituer des séries évolutives des traitements des ouvriers, des soldes de janissaires, des émoluments des lettrés qui sont conservés dans les registres du Beylik. L'auteur constate une contradiction essentielle pour ce qui concerne les grandes fortunes. Les archives ottomanes présentent des chiffres trop bas en comparaison aux descriptions que les observateurs européens établissaient de ces grandes fortunes. En inventoriant les différents types de biens comme ceux, par exemple, que possédait Mourad Raïs, grand corsaire et personnage politique incontournable, L. Merrouche dépasse les lacunes archivistiques en cherchant une explication dans les liens entre le fonctionnement du pouvoir et la mainmise sur l'économie. Aussi distingue-t-il deux grandes périodes, celle du siècle de la course et celle du siècle du blé. C'est une démonstration pertinente de ce livre qui met en exergue les interactions de l'économie avec le social, d'une part et avec le politique, d'autre part, dans le dynamisme de la société, à l'instar des travaux de Lucien Febvre.

■ Olivier PLIEZ

Villes du Sahara. Urbanisation et décentralisation dans le Fezzan libyen, Paris, CNRS Editions. Collection « Espaces et milieux ». Paris. 2003. 199 pages.



Contribuant à atténuer le peu d'intérêt manifesté à cette zone par la recherche en sciences sociales, Olivier Pliez est allé observer et lire l'urbain là où nous ne devrions pas le rencontrer : au cœur du Sahara, dans le Fezzan libyen, l'une des régions les plus peuplées et les plus urbanisées de cet ensemble.

Durant le dernier quart de siècle, les Etats du Maghreb ont conduit des politiques volontaristes d'équipement et d'intégration des zones sahariennes à leurs espaces nationaux respectifs.

L'Etat libyen a ainsi appliqué une politique d'urbanisation systématique sur l'ensemble du désert. Le Fezzan est l'illustration la plus spectaculaire de cette urbanisation « par le haut », processus qui a, progressivement, laissé la place à un mouvement d'urbanisation « par le bas » grâce aux effets de dynamiques locales fortes qui ont en quelque sorte pris la relève après l'essoufflement de l'intervention étatique depuis le milieu des années 80 (chute des prix du pétrole, puis embargo international...). Désormais, les transformations des espaces sahariens, libyens dans le cas présent, se font sous l'impulsion de nouveaux ressorts et selon de nouvelles logiques.

Aussi, l'espace fezzanais s'est-il bien étoffé d'un réseau de villes petites et moyennes et d'agglomérations dont la première, Sebha, est l'une des plus grandes parmi les villes du Sahara (Tamanrasset, Agadez, Laayoune, Abéché...). Ce processus d'urbanisation, parce qu'au même temps stimulé par le haut et alimenté par le bas, a généré un mode d'urbanité (une identité fezzanie ?) se rapportant simultanément au rural et à l'urbain.

Paradoxalement, les interventions lourdes de l'Etat libyen au niveau des infrastructures et de l'aménagement urbain et du territoire, destinées à la pleine intégration au territoire national d'ensembles sahariens comme le Fezzan, ont produits des effets au-delà de ce qui attendu : l'intégration de ces ensembles à un espace relationnel transnational saharien réactivant d'anciens réseaux sahariens que l'on croyait à jamais dissous. Mobilités et circulation des personnes et des biens contribue de façon décisive au rapprochement et à l'intégration d'aires se trouvant à la marge du Maghreb du côté nord du Sahara et à la marge de l'Afrique sahélienne sur la rive sud saharienne. Ces systèmes relationnels et de circulation ont progressivement étoffé un système urbain fait de grandes villes, de centres relais et de carrefours urbains et d'échanges qui ont redonné vie et dynamisme au Sahara.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur procède par une approche diachronique pour comprendre l'évolution des approches et des actions des acteurs, ainsi que les effets des contextes successifs qui ont contribué à la configuration actuelle de l'appareil urbain en Libye et particulièrement le Fezzan : commerce transsaharien, colonisation, Etat post-indépendance et, actuellement, les mobilités et les circulations transsahariennes...

Dans la deuxième partie intitulée « Des dynamiques locales encadrées par l'Etat », l'auteur se demande si la rapidité du processus d'urbanisation n'a pas suscité l'émergence de nouveaux acteurs dans le Fezzan et quelles sont leurs marges de manœuvre vis-à-vis d'un Etat décentralisateur par les effets d'annonce mais tenant fermement le territoire et la société ? La réponse est que les mutations économiques, les recompositions territoriales et les changements sociaux ont introduit de nouvelles règles dans les rapports entre le central et le local.

La troisième partie, intitulée « Vers une urbanité saharienne » est consacrée à soulever des questionnements relatifs au sens de l'urbain dans les étendues sahariennes. L'urbanité « confectionnée » dans le Fezzan mobilise l'ensemble des interactions (sociocommunautaires, politiques, territoriales...) qui traversent la société locale ou la travaillent, dans ses relations à l'Etat, au territoire et au transnational. Les mobilités et la circulation des personnes qui aboutissent dans le Fezzan ou le traversent, produisent des lieux, contribuent à promouvoir d'autres pour en faire des cadres de sociabilité et d'échanges dont l'intensité et l'épaisseur contribuent à initier cette urbanité saharienne.

REVUE DES REVUES 2002-2003

Cette sélection opérée dans les revues de sciences humaines et sociales parues et reçues par la bibliothèque de l'IRMC en 2003 (certaines datant de 2002 ou 2001) a une valeur réflexive. Elle se présente comme une photographie instantanée et vise à donner une image concrète sur le "genre périodique" et l'importance accordée au Maghreb à travers les différents contenus. Ce tri raisonné ne prétend pas à l'exhaustivité. Il permet néanmoins de mettre à plat la production scientifique, issue de plusieurs disciplines, à travers laquelle le Maghreb est objet d'étude et de recherche. Seront signalés, selon les cas, les dossiers thématiques, actes de colloques ou articles isolés ayant trait au Maghreb.

REVUES PUBLIÉES AU MAGHREB

Le corpus rassemblé comprend tout d'abord des revues "maghrébines" publiées au Maghreb. On remarquera le nombre de titres qui n'ont pu paraître en 2003, signe supplémentaire des difficultés éditoriales de la recherche maghrébine. Le manque d'exhaustivité de cette sélection s'explique d'abord par les difficultés de circulation des publications entre les pays du Maghreb. Par ailleurs, l'information périodique sur le Maghreb est souvent traitée dans la presse périodique générale, exclue par le tri.

La plupart de ces titres sélectionnés se distinguent par un bilinguisme arabe-français. Cette expression duelle s'affirme, à mesure que l'arabisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en sciences humaine se généralise. Ce corpus donne à voir une production revuiste maghrébine divisée en trois catégories : des numéros spéciaux (publication d'actes de colloque ou édition d'un ouvrage), des livraisons bâties autour de dossiers thématiques, des numéros de *varia*.

ARAB HISTORICAL REVIEW FOR OTTOMAN STUDIES,

Zaghuan, 2003-08, n° 27
Actes du 3e Congrès international arabo-turc, "Relations arabo-turques et rôle des élites dans la modernisation" (Istanbul, 22-26 mai 2002).

LES CAHIERS DE TUNISIE,

Tunis, 2002-04/06, n° 181,
et 2002-07/09, n° 182

Varia

LES CAHIERS DU CREAD,

Alger, 2003, n° 62-63, 227 p.
Numéro thématique : "Les enseignants universitaires algériens : conditions, attitudes et pratiques professionnelles".

LES CAHIERS DU CERES,

Série Histoire, 2003, n° 11, 473 p., tabl.
Edition d'une thèse : Ayachi Mokhtar, *Ecoles et société*.

ETUDES INTERNATIONALES,

Tunis, n° 86 - 89, 2003
Article : "Les États-Unis et le Maghreb depuis le 11 septembre 2001", 2003, n° 86.

HESPERIS TAMUDA,

Rabat, 2001, vol. 39, n° 1,
156 + 144 p.
Actes du colloque international "Repenser le protectorat", Rabat 28-30 mai 1998.

IBLA,

Tunis, vol. 66, n°191 et n° 192, 2003

Varia

INSANIYAT, Revue Algérienne d'Anthropologie et de Sciences Sociales, Oran

- Thème : "Langues et société/langues et discours", n° 17-18, mars-décembre, 2002
- Thème : "Historiographies maghrébines. Champs et pratiques", n° 19-20, janvier-juin 2003

NAQD, Revue d'études et de critique sociale, Alger

- Thème : "L'esthétique de la crise", 2002-07/12, n° 17
- Thème : "L'expérience traumatique", 2003, n° 18

PROLOGUES, Revue maghrébine du livre,

Rabat, 2003, 10-12, n° 27-28
Dossier : "L'amazigh. Les défis d'une renaissance".

RAWAFID,

Tunis, ISHMN, 2002, n° 7
Dossier : "Le mouvement estudiantin dans la lutte nationale".

LA RECHERCHE HISTORIQUE,

Rabat, 2003, n° 1
Kaddouri Abdelmajid, "Histoire et mémoire : l'âme marocaine dans l'écriture coloniale" ; Ennaji Mohammed, "Discours politique et gestion des conflits, le Makhzen et la maison d'Igh" ; Baida Jamaâ, "Le Maroc au XXe siècle : entre histoire et mémoire".

REMALD

Textes et documents,
Rabat, 2003
Textes sur le code de procédure pénale, le code électoral, le partenariat euro-maghrébin, le droit de la fonction publique...

REVUE D'HISTOIRE MAGHREBINE

Zaghuan, 2003, vol. 30, n° 109
à n° 112

Varia

REVUE DE LA FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

Rabat, 2001/2002, n° 16-17

Varia

REVUE MAROCAINE D'ECONOMIE ET DE DROIT,

Rabat, 2003, n° 20

Varia

REVUE MAROCAINE D'ADMINISTRATION LOCALE ET DE DEVELOPPEMENT,

Rabat, 2003 (9/10), n° 46

Varia

REVUE MAROCAINE D'ETUDES INTERNATIONALES,

Rabat, 2002

Varia

REVUE TUNISIENNE DE DROIT, Tunis, CPU, 2001

(522 p en français, 334 p en arabe).

Varia

REVUE TUNISIENNE DE GEOGRAPHIE,

Tunis, FLSH, 2002, n° 33

Varia

REVUE TUNISIENNE DE SCIENCES SOCIALES,

Tunis, CERES, 2003, vol. 40, n° 124

Ouannes Moncef, "Islam, élites et modernisation dans la Libye contemporaine" ; Saadaoui Ahmed, "Les bains publics de Tunis à l'époque ottomane" ; Mahfoudh Ahmed, "Érotisme et sacré dans le roman tunisien contemporain de langue française ou le féminin créateur chez Abdelwahab Meddeb".

TRAVAIL ET DEVELOPPEMENT,

Tunis, 2002, n° 22

Boudabbous Sami, "Le rapport à l'évaluation dans une multinationale en Tunisie".

REVUES FRANÇAISES ET EUROPÉENNES SPECIALISÉES SUR L'AIRES CULTURELLE

Cette sélection fait apparaître des revues où l'intérêt pour le Maghreb est nettement moins marqué que pour le Machreck. En effet, hormis *Correspondances*, bulletin scientifique de l'IRMC entièrement consacré au Maghreb, on remarque que les thèmes des livraisons sont souvent à résonance "politique" (théorie politique, savoir sur la région). Un événement à signaler pour 2003 dans ce petit monde des revues sur le monde arabe et musulman : la "renaissance" de *Maghreb-Machreck* à laquelle il faut souhaiter une énergie suffisante pour résister aux menaces qui pèsent sur le genre revuiste en général et sur les études arabes en particulier. Cinq revues anglaises et un numéro spécial en espagnol prennent place dans cette production spécialisée.

ANNUAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD,

Paris, CNRS Editions, 2000-2001

Varia, Chronologies et articles par pays, notes de lecture par disciplines

AWAL,

Cahiers d'études berbères,

Paris, Editions MSH, n° 27-28, 2003

Thème : "L'autre Bourdieu".

LES CAHIERS DE L'ORIENT,
Paris, 2003-07/09, n° 71, 158 p.
Dossier : "Etre maghrébin en France".

CONFLUENCES MÉDITERRANÉE,
Paris, 2003, n° 45
Dossier : "La face cachée de l'Algérie".

CORRESPONDANCES,
Tunis, IRMC, n° 73 et n° 74, 2003
Valerian Dominique, "Frontières et territoire dans le Maghreb de la fin du Moyen Age : les marches occidentales du sultanat hafside" ;
Dossier : "Les archives du Maghreb"

DIALOGO MEDITERRANEO,
Madrid, 2003, n° 29, 51 p.
Numéro spécial *Maroc*

**ETUDES ET DOCUMENTS
DU CEDEJ**,
Le Caire, 2003-03, n° 7
Ferrié Jean-Noël, "La démocratisation limitée en Afrique du Nord. De la "société civile" à la participation politique".

HORIZONS MAGHREBINS,
Le droit à la mémoire,
Université de Toulouse Le Mirail,
2003, n° 49
"Conte, conteurs... Les usages et pratiques de l'oralité".

**JOURNAL OF LIBYAN
STUDIES**,
Oxford, Center of Libyan Studies,
2002, vol. 3, n° 2
Varia

**JOURNAL OF NORTH
AFRICAN STUDIES**,
Londres, Frank Cass Publishers,
2003-01/03, vol. 8, n° 1
Dossier : "Nation, society and culture in North Africa".

MAGHREB REVIEW,
Londres, 2003, vol. 28, n° 1
Varia

MESOGEOIOS,
Paris, Herodotos Editions, 2001, n° 11
Senoussi M. L., "La prostitution en Tunisie à l'époque coloniale".

**MIDDLE EAST STUDIES
ASSOCIATION BULLETIN**,
Portchester (U.S.A), MESA,
2003, vol. 35
Varia

**MONDE ARABE
MAGHREB-MACHREK**,
Paris, Documentation Française,
2003, n° 175
Dossier : "L'Afrique du Nord : entre autoritarisme et ouverture".

**REVUE DES MONDES
MUSULMANS ET DE
LA MEDITERRANEE**,
Aix-en-Provence, CNRS, 2003,
n° 101/102
Thème : "Sciences, savoirs modernes et pouvoirs dans le monde musulman contemporain".

QANTARA,
Paris, IMA, 2003, n° 47 et 48.
Thème : "Une année de l'Algérie en France".
Thème : "Architecture et villes d'Orient".

REVUES DITES GÉNÉRALISTES NUMÉROS SPÉCIAUX OU ARTICLES SUR LE MAGHREB

Le Maghreb apparaît peu dans ces revues généralistes, paraissant essentiellement à Paris. Lorsque l'on s'y intéresse, il est pris comme objet d'étude sur des questions qui touchent aux relations maghrébo-européennes. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que les thèmes "transversaux" sont l'immigration, l'alphabetisation, la colonisation, les relations commerciales et diplomatiques, la formation universitaire. Les revues anthropologiques pointent cependant des thèmes plus "fondamentaux" : la parenté, les modes de sépulture...

**ACTES DE LA RECHERCHE
EN SCIENCES SOCIALES**,
Paris, Seuil, 2003-06, n° 148
Khelfaoui Hocine, "Le champ universitaire algérien entre pouvoirs politiques et champ économique".

**ARCHIVES DE SCIENCES
SOCIALES DES RELIGIONS**,
Paris, CNRS, 2003-07/09, vol. 48, n° 123
Filali Kamel, "Guerres de sépultures de saints et luttes pour une sacralisation des territoires au Maghreb".

CRITIQUE INTERNATIONALE,
Paris, CERI, 2003-07, n° 20
Dossier : "Violences islamistes" dont Martínez Luis, "Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie".

ECONOMIE ET HUMANISME,
Paris, 2002-12, n° 363
Dossier : "Vaincre l'illettrisme" dont Poncet Michel, "L'alphabetisation en Algérie".

ESPRIT,
Paris, n° 300, décembre 2003
Dossier : "L'Europe face aux migrations" ;
Feyroulou Jean-Pierre, "Relire Kateb Yacine : l'antihistorique de Nedjma".
"Maroc : La réforme du CSP".

ETUDES,
Revue de culture contemporaine
Paris, Assas Editions, 2002-12,
vol. 397, n° 6
Charillion Frédéric, "Maroc, Jordanie, Syrie".

GENESES,
Paris, Belin, n° 51 et n° 53, 2003
Thèmes : "Sujets d'empire et Les mots de la ville"
- Puig Nicolas, "Ceux de derrière le cimetière : appartenances urbaines et stigmatisations à Tozeur (Jérid, sud-ouest tunisien)" ;
- Dulucq Sophie ; Zytnicki Colette, "Une histoire en marge : l'histoire coloniale en France (années 1880-années 1930)".

HISTOIRE URBAINE,
Paris, M.S.H, 2001-06, n° 3
Lafi Nora, "Ville arabe et modernité administrative municipale : Tripoli (Libye actuelle), 1795-1911".

L'HOMME,
Revue française d'anthropologie,
Paris, EHESS, 2003-04/06, n° 166
Digard JP, "Tribus, maison, Etats, modernité de la parenté arabe".

HOMMES ET MIGRATIONS,
Paris, 2003, n° 1242, 1244, 1245
Notamment les numéros : "Agir contre la discrimination" ; "Marocains de France et d'Europe".

**MÉLANGES DE L'ÉCOLE
FRANCAISE DE ROME**,
Rome, EFR, 2003, tome 115
Dossier : "Communautés et pouvoirs en Italie et dans le Maghreb aux époques médiévales et modernes".

MIGRATIONS SOCIETE,
Paris, CEMI, 2003-03/04, vol. 15, n° 86
"Quelques aspects des migrations maghrébines".

POUVOIRS,
**Revue française d'études
constitutionnelles et politiques**,
Paris, PUF, 2003, n° 106
Chronique : "Le mouvement citoyen en Kabylie".

**RECHERCHES
INTERNATIONALES**,
Paris, 2003, n° 67-68, 396 p.
Dossier : "Algérie. État des lieux : politique, société, culture".

**REVUE D'HISTOIRE
DES SCIENCES HUMAINES**,
Paris, Septentrion, 2002-10, n° 7
Roussillon Alain, "Sociologie et identité en Egypte et au Maroc : le travail de deuil de la colonisation".

**REVUE D'HISTOIRE MODERNE
ET CONTEMPORAINE**,
Paris, SHMC, n° 50, oct-déc 2003
Dossier : "La Méditerranée : politique, négoce et culture"
- Boubaker Sadok, "Négoce et enrichissement individuel à Tunis, du XVIIe siècle au début du XIXe siècle".
- Windler Christian, "Diplomatie et interculturalité : les consuls français à Tunis, 1700-1840".

**REVUE EUROPEENNE
DES MIGRATIONS
INTERNATIONALES**,
Paris, 2003, vol. 19, n° 1-2
- Benssad Ali, "Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin" ;
- Santelli Emmanuelle et Collet Beate, "Comment repenser les mixités conjugales aujourd'hui ? Modes de formation des couples et dynamiques conjugales d'une population française maghrébine" ;
- Belhadj Marnia, "Choix du conjoint et stratégies matrimoniales de jeunes femmes françaises d'origine algérienne" ;
- Elhariri Saadia, "Les Marocains au cœur d'un nouveau circuit d'échanges marchands : entre ici et là-bas".

VINGTIEME SIECLE,
Paris, FNSP, 2003, 07/10, n° 79
- Labat Séverine, "Islam et mouvement social en Algérie" ;
- Fredennucci Jean-Charles, "L'entregent colonial des ingénieurs des Ponts et Chaussées".

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| POSITIONS DE RECHERCHE | |
| Logiques des acteurs sociaux et système de santé en Algérie | 3 |
| Mohamed MEBTOUL | |
| THÈSES | 8 |
| Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970 | |
| Retour sur un itinéraire de recherche | |
| Laure PITTI | |
| ÉTUDES DOCTORALES | 14 |
| Résumés de thèse | |
| Katia BOISSEVAIN | 14 |
| Mahfoudh BEN ABDELJELIL | 17 |
| Pierre-Arnaud BARTHEL | 22 |
| Olivier LEGROS | 23 |
| Véronique PARDO | 24 |
| James Robert McDUGALL | 25 |
| ACTIVITÉS DE L'IRMC ET DU CJB | 27 |
| VIENT DE PARAÎTRE | 32 |
| | 34 |

<http://www.irmcmaghreb.org>

تعطي نشرية "مراسلات" الفرصة للمدرسين والباحثين وطلبة الدكتوراه للتعبير عن أفكارهم والتعريف بأعمالهم وبحوثهم. تصنف محتويات "مراسلات" إلى ثلاثة أبواب :

"مواقف بحث" و "بحوث بصدد الإنجاز" و "أطروحات".

يهدف باب "مواقف بحث" إلى إبراز أهمية النقاشات العلمية وحداتها حول محور معين من خلال التحليل النقدي للمؤلف أو تقرير حول بحث في طور الإنجاز أو مداخلة علمية. أما في باب "بحوث بصدد الإنجاز" يقدم الباحثون بأنفسهم النتائج الأولية لمشاريع بحث هم بصدد إنجازها في نطاق شهادة التعمق في البحث أو شهادة الدكتوراه أو أعمال البحث الجامعية. وفي باب "الأطروحات" تعرض "الأطروحات" التي وقعت مناقشتها حديثا يجب أن تركز النصوص المقترحة اهتمامها بميداني العلوم الإنسانية والاجتماعية لبلدان المغرب والعالم العربي الإسلامي وذلك على مستوى حقول الدراسة والتساؤلات الاستمولوجية والمنهجيات المتبعة.

توجه "مراسلات" اعتنائها الأول إلى الدراسات الميدانية حتى يتسنى لمراسلات "احترام الشروط التطبيقية للنشر وإخضاع النصوص التي تلقاها لقواعد الإرسال المعلوماتي، يجب أن لا تتجاوز المقترحات 33000 رمزا.

Correspondances donne la parole des enseignants-chercheurs et chercheurs et doctorants et leur offre la possibilité d'informer la communauté scientifique de leurs travaux ou de leurs recherches en cours.

Ces publications se font dans le cadre de différentes rubriques :

- Positions de recherche qui tendent restituer la teneur et l'actualité du débat scientifique sur un donné, travers l'analyse critique d'un ouvrage, l'compte-rendu de l'état d'un projet de recherche, une communication scientifique.

- Recherches en cours, qui accueille les présentations par leurs auteurs de travaux intermédiaires dans un projet de recherche : mémoire (DEA ou maîtrise) ; thèse en cours ; travaux collectifs, type séminaire.

- Thèses, qui rend compte des travaux de thèse récemment achevés

Ces textes doivent relever du champ des sciences sociales et humaines et concerner le Maghreb et le Monde arabo-musulman, soit par le champ de l'étude soit par les questions épistémologiques et méthodologiques qu'ils traitent. Correspondances privilégie notamment les contributions qui mettent l'accent sur la recherche terrain.

INSTITUT DE RECHERCHE
SUR LE MAGHREB CONTEMPORAIN
et le CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
IRMC-FRE 2548 du CNRS



20, rue Mohamed Ali Tahar -
Mutuelleville - 1002 TUNIS

Tél. : (216) 71 79 67 22

Fax : (216) 71 79 73 76

@ : mail@irmcmaghreb.org

<http://www.irmcmaghreb.org>

Site du CNRS : www.cnrs.fr



Avec la participation du CJB
CENTRE JACQUES-BERQUE
POUR LES ÉTUDES EN SCIENCES HUMAINES
ET SOCIALES



35, avenue Tariq Ibn Ziyad

1000 Rabat-Maroc

Tél. : (212) 37 76 96/92

Fax : (212) 37 76 96 85

@ : cjb@iam.net.ma <http://www.ambafrance-ma.org/cjb>

Le bulletin *Correspondances* est publié par l'IRMC.
Il est distribué par voie postale et disponible
sur le site internet de l'IRMC
au format pdf.

Cette publication ne peut être vendue
Abonnement sur demande
3500 ex. Groupe Cérès

ISSN : 0330-7417